2007 Rapport **d'activité**

Sidaction
ENSEMBLE CONTRE LE SIDA

Sommaire

Editos 2

Retour sur les temps forts de l'année 2007 4

La recherche en 2007 8

La prévention et l'aide aux malades 14

Le sida dans les pays en développement 22

L'organisation de Sidaction en 2007 28

Comptes de Sidaction en 2007 34

Le mot du Président

Face au sida, nous marchons sur un fil. Sidaction a la force et la détermination d'un équilibriste...

"Malgré une année peu propice à la collecte, élections présidentielles obligent, notre association a maintenu en 2007 son niveau de collecte, et le Sidaction 2007 a tout de même permis de réunir à lui seul plus de 6 millions d'euros. Grâce à la générosité renouvelée des donateurs, à la mobilisation des medias partenaires, nous avons pu renforcer et accompagner nos projets, en France comme à l'étranger. Malheureusement, cet argent est l'arbre qui cache la forêt. Pour que Sidaction puisse faire vivre ses missions, agir là où les besoins du terrain l'exigent, il faut collecter tout au long de l'année trois fois plus de dons. Pour continuer à soutenir la recherche et les associations, alerter l'opinion et les pouvoirs publics, aider les séropositifs et prévenir ceux qui ne le sont pas. Je suis particulièrement fier que, cette année et alors que les financements publics sont de plus en plus complexes et parfois tardifs, Sidaction ait pu débloquer ses soutiens aux associations locales très tôt dans l'année.

Si 2007 fut une bonne année pour nos programmes de recherche, de prévention et d'aide aux malades, en France et à l'international, elle fut, hélas, mauvaise sur le front du VIH. 2,5 millions de personnes ont appris leur séropositivité dans le monde dont près de 6 500 personnes dans notre pays : 20 chaque jour, dont beaucoup de femmes et de jeunes de moins de 25 ans. Deux autres chiffres nationaux restent préoccupants : 40 000 personnes ignoreraient leur séropositivité et 50 % des nouveaux cas connus sont déjà au stade sida faute d'avoir été dépistés précocément. Mais les combats se nourrissent d'espoirs. La France va enfin rattraper son retard sur l'expérimentation de tests rapides demandés par des associations à l'initiative de Sidaction. En effet, ces tests viennent d'obtenir l'accord d'expérimentation du ministère de la Santé. Ils permettront de connaître son statut sérologique en quinze à trente minutes, même s'il faudra toujours attendre les trois mois requis après une prise de risque afin d'être certain de leur fiabilité à 100 %.

Vous le savez, mon attention va toujours vers la prévention, qui se relâche, y compris chez les homosexuels. Souvenez-vous de la campagne des années 80 : "Le sida, il ne passera pas par moi !" Aujourd'hui, il est urgent de délivrer un message positif qui permette à chacun de dire : "La prévention, elle passera par moi !" Nous avons la possibilité de faire reculer le VIH. En informant davantage que le préservatif reste l'unique moyen de ne pas être contaminé par le virus du sida. C'est pourquoi Sidaction a décidé de faire de la prévention gay une priorité, car l'épidémie demeure forte parmi les gays. L'urgence est d'informer au plus près, à l'heure où les campagnes nationales sont timorées, voire inexistantes, et que l'épidémie progresse inexorablement. Doit-on encore rappeler que mieux vaut prévenir que guérir ?

D'autres avancées doivent nous encourager. Nos engagements pris en 2006 auprès des jeunes chercheurs ont été tenus en 2007. Une année riche au niveau médical, puisque 5 nouvelles molécules sont disponibles en France avec l'arrivée prochaine de la première combinaison de 3 antirétroviraux en un seul comprimé et une seule prise par jour. Des équipes de recherche ont pu travailler en Afrique avec les populations locales, favorisant le consentement éclairé de part et d'autre. Une charte de qualité a été signée avec l'administration pénitentiaire française, qui s'engage à faciliter l'accès des établissements pénitentiaires aux associations de lutte contre le sida partenaires de Sidaction. Une grande première ! Contre les discriminations au travail qui font de la résistance, Sidaction a rencontré des syndicats, y compris patronaux, les Assedic et l'ANPE... Tout cela ne doit pas nous aveugler sur une autre réalité moins glorieuse : la place des séropositifs dans la société. Un exemple : dans certains grands organes de l'Etat, on ne trouve plus d'interlocuteurs spécifiquement chargés du "dossier VIH". Comment accepter cette indifférence alliée aux tabous ? Que faire pour que les mentalités progressent aussi vite que les médicaments ? Sidaction joue son rôle de plaidoyer et finance notamment des structures qui ne reçoivent pas le soutien de l'Etat. N'oublions pas que c'est le virus qu'il faut exclure, pas les séropositifs !

Au nom des associations partenaires, des chercheurs, des salariés et bénévoles de Sidaction, je tiens à saluer la mémoire de tous ceux qui sont morts du sida en 2007, ces personnes avec qui nous avons travaillé, milité et vécu un combat dont la fin dépend de nous tous. Un combat politique, solidaire, et d'usure, pour refermer les blessures."

Pierre Bergé
Président

Le mot de la Vice-présidente

Tous solidaires !

Ce thème, emblème du Sidaction 2007, est au cœur même de mon combat, commencé depuis le début de l'épidémie.
C'est en 1984, aux Etats-Unis, après avoir vu la mobilisation des artistes américains contre le sida autour de mon amie Liz Taylor, que je me suis engagée dans cette lutte. Depuis ce jour, bouleversée par les discriminations que subissaient déjà les personnes séropositives, j'ai poursuivi ce combat sans jamais m'arrêter, avec l'aide de mes amis du spectacle.
En 1994, les grandes chaînes de télévision nationales nous ont rejoints en unissant leurs forces pour créer le premier Sidaction. C'est lors de ce grand moment d'émotion que les Français ont pris conscience de l'ampleur du fléau. Depuis, nous n'avons jamais cessé de nous engager, même dans les moments difficiles, et je suis heureuse que Sidaction ait réussi à remettre en place, depuis 2004, une opération médiatique annuelle unique. Cela nous permet à la fois d'informer le grand public sur l'épidémie, sur les actions de toutes les associations, et sur les espoirs que faît naître la recherche, mais aussi de collecter près de 6 millions d'euros !
D'année en année, cette chaîne de solidarité n'a cessé de grandir pour atteindre un nouveau record en 2007 avec :

- 16 partenaires médias qui ont consacré durant le week-end du Sidaction 2007 tout ou partie de leurs programmes à des témoignages, des émissions spéciales, des appels aux dons pour faire reculer cette pandémie.
- 4 500 bénévoles, qui pendant plus d'une semaine ont répondu aux appels des donateurs pour enregistrer les promesses de dons faites au 110. Ils se mobilisent également tout au long de l'année en prêtant main forte à l'équipe de Sidaction : stands d'information, animations de collecte...
- Plus de 400 animations de sensibilisation, d'information et de collecte réparties sur l'ensemble du territoire nationale,
- 500 000 donateurs fidèles, 90 000 nouveaux donateurs qui permettent à Sidaction par leurs dons de poursuivre son soutien à la recherche, aux associations et aux malades. Ils représentent 90 % de nos ressources.

De nombreux partenaires et entreprises nous ont permis par leur soutien financier, matériel ou logistique de mener à bien nos actions.

Du fond du cœur, je vous remercie pour cette solidarité, sans relâche, qui nous donne l'espoir d'un avenir sans sida. C'est ensemble que nous gagnerons ce combat !

Line Renaud
Vice-présidente déléguée

janvier :

Sortie du "Guide DFA"

janvier / février :

Publication du n°34 Transversal "VIH"

Quelles sont les dernières avancées de la recherche sur le VIH ? Quels sont les facteurs favorisant les prises de risque ? Comment parler du sida aux jeunes ? Comment vit-on au quotidien avec le VIH en France et ailleurs dans le monde ? Ces questions et bien d'autres sont abordées tous les deux mois dans Transversal, le magazine d'information que publie Sidaction depuis 2001. Chercheurs, experts, militants, politiques et citoyens s'expriment dans nos pages pour offrir à tous, grand public ou spécialiste, une information fiable et objective sur les grands thèmes qui font l'actualité de la lutte contre le sida.

Contact : transversal@sidaction.org

25 janvier :

5ème édition du dîner de la mode

Ce dîner, traditionnellement programmé à la fin des défilés de mode de janvier, est désormais le rendez-vous annuel de toutes les personnalités et des maisons du monde de la mode désireuses de s'engager aux côtés de notre association dans la lutte contre le sida. En 2007, plus de 800 personnes ont participé à ce rendez-vous en présence de Line Renaud et Pierre Bergé. Nathalie Rykiel, Alber Elbaz en étaient les parrains.

15 février :

Conférence de "Lancement du Sidaction 2007"

Lancement officiel du Sidaction 20007 par Line Renaud et Pierre Bergé en présence des dirigeants et équipes des 15 médias partenaires de l'opération, des associations, des chercheurs et des malades. Cet événement est l'occasion de dévoiler le dispositif du week-end. 250 personnes ont participé à ce lancement.

1er au 3 mars :

Comité associatif sida

Le comité associatif sida est le groupe d'experts bénévoles chargé d'instruire les demandes de financement des associations françaises pour des actions sur le territoire national et de formuler des propositions au Conseil d'administration.

5 et 6 mars :

Comité scientifique et médical sida

Il est composé de cliniciens en activité dans des services de maladies infectieuses ou d'immunologie clinique, de chercheurs investis dans des travaux fondamentaux ou appliqués et d'experts en sciences sociales. Le comité est complété par deux représentants d'associations de malades. Ces spécialistes apportent au Conseil d'administration de Sidaction tout l'éclairage scientifique nécessaire à une bonne étude des demandes, évaluent les résultats obtenus par les programmes soutenus par Sidaction dans le domaine scientifique et collaborent aux activités d'information et de vulgarisation scientifique de l'association.
30 demandes de financement ont été traitées lors de cette session, et 16 dossiers ont été acceptés soit 53 % des demandes.

8 et 9 mars :

Comité associatif sida

Lors de cette session, le comité a examiné :

- 48 demandes de financement des associations partenaires, pour un un montant global de 2 388 438 €
- 5 demandes de financement dans l'Appel à projets Milieu Carcéral, d'un montant global de 104 786 €
- 7 demandes de financement dans l'Appel à projets dans les départements français d'Amérique, pour un montant global de 229 500 €, financées à hauteur de 180 000 €
- 5 demandes de financement dans l'Appel à projets Emploi pour un montant global de 150 395 €.

23, 24 et 25 mars :

Sidaction 2007 " Tous solidaires : restons soudés"

15 partenaires médias ont consacré pendant trois jours tout ou une partie de leurs programmes à des témoignages, des émissions spéciales, des appels aux dons pour faire reculer cette pandémie. Ce Sidaction 2007 a remporté un vif succès avec 5, 9 millions d'euros collectés soit 98% des donateurs qui ont tenu leur promesse.

mars / avril :

Transversal n°35 "Quel engagement ?"

29 - 30 mars

4ème Conférence VIH Francophone

La 4ème Conférence Francophone VIH/sida s'est déroulée à la Cité des Sciences et de l'Industrie à Paris. Elle constitue le principal forum international sur la recherche et la lutte contre le sida à usage des pays francophones et vise notamment à amener les pays francophones concernés à mettre en place des politiques régionales et de collaboration internationale sur ce sujet. 1 500 spécialistes ont répondu présents à ce rendez-vous organisé en langue française, sous les patronages du ministère de la Santé et des Solidarités, du ministère de la Recherche et du ministère des Affaires Étrangères, sous l'égide de l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS), en partenariat avec ESTHER, Sidaction, Aides, EACS et SOLTHIS. Sidaction a été l'un des principaux soutiens de cette conférence.

5 avril

Comité qualité de vie et qualité des soins

Le développement des traitements antirétroviraux allonge la durée de vie des personnes vivant avec le VIH mais provoque souvent des effets indésirables importants. La qualité de vie et des soins est donc devenue un facteur essentiel dans la lutte contre le VIH/sida.
En complément du soutien à la recherche en qualité de vie, Sidaction développe un appel à projets spécifique qui tend à promouvoir et valoriser les programmes qui prennent en compte cet aspect ressenti par les personnes.

avril :

Un bateau aux couleurs de Sidaction lors de la seconde édition de Matondo Congo

La société Sail Incentive a offert à Sidaction de revêtir de ses couleurs l'un de ses bateaux engagés dans la course à la voile sans escale entre Marseille et Pointe-Noire (Congo). Un grand merci aux skippers : Jean- Pierre Nicol , Arnaud Thierry et Antoine Carpentier sont arrivés septième. Cette course a permis de collecter 5 000 euros pour le projet de l'association Serment Merveil à Brazzaville, qui a pour objectif d'apporter un appui psychologique et une aide sociale aux personnes vivant avec le VIH et à leurs familles avec en particulier un programme de parrainage d'enfants infectés par le VIH.

24 - 26 mai

Comité associatif sida

Le comité a examiné pendant cette session :

- 4 demandes des associations partenaires, pour un montant de 176 700 €. Elles ont donné lieu à une proposition de financement d'un montant de 101 300 €.
- 61 demandes de financement dans le cadre de l'appel d'offres général, pour un montant global de 1 110 962 €.
- 8 demandes de financement dans l' Appel à projets Milieu Carcéral pour un montant global de 169 925 €.
- 7 demandes de financement dans l'Appel à projets pour les départements français d'Amérique, pour un montant global de 192 392 €.
- 4 demandes de financement dans l'Appel à projets Emploi pour un montant global de 46 033 €.

26 mai

Journée Benny Berthet

Depuis 1977, à l'initiative de la Fédération Française de Tennis, se déroule ce traditionnel rendez-vous du tennis et de la solidarité. C'est l'occasion d'assister à des rencontres exhibition souvent spectaculaires et amicales. Les bénéfices de la journée sont reversés à 8 associations : 38 000 euros ont ainsi été reversés à Sidaction.

6 - 7 juin

Comité scientifique et médical sida

51demandes de financement ont été traitées, 23 dossiers ont été acceptés soient 45 % des demandes.

juin / juillet :

Transversal n°36 "Circoncire ou ne pas circoncire ?"

22 juin

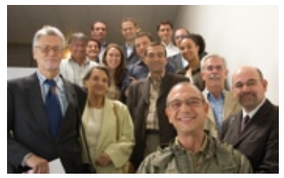
Journée Prison

L'objectif de cette journée était double : mettre en commun les expériences des institutionnels et des associations pour améliorer la préparation et la prise en charge à la sortie des personnes incarcérées atteintes par le VIH/sida et/ou une hépatite, et mieux sensibiliser les pouvoirs publics et l'opinion à une situation qui ne saurait perdurer.
Cette journée s'inscrit dans le cadre de la mission "milieu carcéral" de Sidaction, créée en 2004 afin de mieux répondre aux besoins des personnes incarcérées touchées par le VIH et/ou une hépatite virale. Le groupe expert prison de Sidaction a fait une synthèse de ces recommandations qui est publiée (ainsi que les différentes interventions et des fiches pratiques) dans le guide prison issu de cette journée.

juillet / août

Pique-Nique "Artère"

L'Artère est une œuvre de Fabrice Hyber, "un lieu en devenir". C'est à la fois un lieu de mémoire et de connaissance du sida, un hommage à tous ceux qui ont lutté et qui luttent encore contre le virus mais aussi un espace d'information, de prévention et de sensibilisation sur l'épidémie. En collaboration avec le parc de la Villette, où l'œuvre est visible du grand public, Sidaction a mis en place tout l'été des piques-niques qui ont permis de sensibiliser les visiteurs du parc à la prévention du sida et à la solidarité avec les malades.



4 septembre :

Visite au laboratoire de virologie humaine à l'Ecole Normale Supérieure de Lyon

(INSERM 758)

14 - 15 septembre :

Comité associatif sida

Journée de réflexion.

28 septembre :

Journées de formation des professionnels

Elles ont permis de créer un réseau d'échanges d'informations, de soutien, qui fonctionne de manière autonome. Cette session de formation avait pour objectifs :

- Améliorer la connaissance des contraintes des différents acteurs (professionnels et personnes concernées) pour faciliter les collaborations et l'accompagnement.
- Identifier et formuler les freins à l'accompagnement afin de les présenter lors de la réunion inter institutionnelle du 3 décembre à la Mairie de Paris.
- Préparer les questions et les propositions soumises lors de cette même réunion ainsi que son déroulement (nous souhaitions en effet qu'elle soit menée par les professionnels et les personnes concernées).

septembre / octobre

Transversal n°37 "Tuberculose et VIH, un duo meurtrier"

2 octobre :

Point presse annonce des résultats du Sidaction 2007

A l'occasion de l'annonce du résultat final du Sidaction 2007 (5,9 millions d'euros), Sidaction dévoile sa nouvelle campagne "Le Sablier" rappelant la réalité de l'épidémie dans le monde : 1 mort toute les 10 secondes. Cette campagne a été réalisée gracieusement par l' agence Leo Burnett.

12 octobre :

Congrès de Strasbourg, SFLS

La Société Française de Lutte contre le Sida (SFLS), créée en 1994, compte 800 adhérents représentant les différentes catégories de professionnels de santé principalement hospitaliers, mais aussi libéraux, impliqués dans la lutte contre le sida. La SFLS est inscrite dans le tissu associatif de lutte contre l'épidémie, membre du Conseil d'administration de Sidaction. La SFLS vise à améliorer la prise en charge des maladies chroniques telles que l'infection à VIH ou l'Hépatite C. Elle organise des rencontres nationales annuelles permettant aux adhérents d'échanger sur leurs pratiques et de partager leurs expériences. Depuis Octobre 2000, un Congrés National sur des thématiques proches des préoccupations des soignants complète ces rencontres, et assure que les soignants, les associations et les malades travaillent ensemble.

9 novembre

Journée dépistage "Hors les murs"

Sidaction a organisé une journée de travail intitulée "Dépistage du VIH hors les murs à l'aide de tests rapides", regroupant le Conseil National du Sida, la Haute Autorité de Santé, l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé, l'Institut national de Veille Sanitaire, et différentes associations et chercheurs.
Cette journée avait pour objectifs de présenter différentes expériences de dépistage hors les murs à l'aide de tests rapides menées dans un cadre associatif en Suisse, aux Pays-Bas et en Angleterre, de présenter la situation en France au regard des dispositions légales et réglementaires, et de proposer un temps de réflexion sur l'éventuelle implantation en France de ce type de programmes.

8 - 10 novembre

Comité scientifique et médical Sida

80 demandes de financement ont été traitées, 39 dossiers ont été acceptés soient 49 % des demandes.

13 novembre

Journée de réflexion du CA

Cette journée annuelle permet aux administrateurs de Sidaction d'analyser les propositions faites par les différents comités et par l'équipe de Sidaction sur la base de leurs connaissances des expériences de terrain. Elle aboutit à la définition des orientations stratégiques de l'association et de ses priorités annuelles.

15 novembre :

Soirée "Vente aux enchères Fil Rouge"

Pendant deux ans, Julio Piatti et Tom de Ruiter ont parcouru le monde pour mettre en scène et photographier personnalités du cinéma, de la mode, de la musique, et du design qui se sont toutes prêtées au jeu au profit de Sidaction.
Ce sont 76 superbes photographies ponctuées par un unique élément rouge, toujours poétique, parfois allégorique, et bien souvent ludique qui sont réunies dans un recueil exceptionnel. Cette soirée a permis de collecter 76 000 euros.

novembre / décembre :

Transversal n°38 "Objectif dépistage"

19 - 23 novembre

Comité international

Le comité international, le comité "Grandir" et le comité "formation dans les PED" sont composés de membres d'associations de pays en développement et d'experts français bénévoles engagés dans la lutte contre le sida dans ces pays.
44 demandes de financement ont été traitées et acceptées.

26 - 28 novembre :

Comité associatif sida

30 novembre et 1er décembre :

Colloque "Femmes et VIH-10 ans après"

Act Up-Paris, le Planning Familial et Sida Info Service, rejoints par 16 associations de femmes et de lutte contre le sida, ont organisé ce colloque soutenu par Sidaction avec le ministère de la Santé afin de faire circuler et de rendre accessible à toutes, les connaissances médicales, épidémiologiques, sociologiques, mais aussi et surtout d'entendre et de faire entendre la parole des femmes vivant avec le VIH.

1er décembre :

Journée mondiale de lutte contre le sida

Le 1er décembre est une occasion unique de mobilisation du plus grand nombre autour de la lutte contre le sida et de ses enjeux actuels. C'est dans ce cadre et pour symboliser la force de la mobilisation que Sidaction, en collaboration avec les associations locales de lutte contre le sida, a organisé de grandes chaînes de solidarité dans huit villes de France : Bordeaux, Caen, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Reims et Toulouse.

Du 19 au 30 novembre

10 séances de sensibilisation dans les collèges ont été organisées, sous forme de duo

Une personnalité et une personne vivant avec le VIH ont porté le message de prévention et apporter leur témoignage en s'appuyant sur les outils "Pour la vie". Le but était de parler aux jeunes avec humour et légèreté mais aussi avec gravité de sexualité, du sida, des risques, de leur expliquer comment se protéger, comment dépister le virus, de créer un dialogue pour faire changer leur vision de la maladie et des séropositifs. Merci à Yvan le Bolloch, Louise Bourgouin Julie Gayet, Laurent Gamelon, Tom Novembre, Bruno Solo et Sorel. L'opération "Pour la vie" est un programme national d'information, de sensibilisation et de prévention du VIH/sida de Sidaction auprès des jeunes de 15 à 24 ans. Ce programme, initié par Sidaction en 2005, a pu voir le jour grâce à un réseau de partenaires solides, notamment le ministère de l'Education nationale, France 5 télévision et la Ligue de l'enseignement.

3 décembre :

Journée Emploi

Renforcer la sensibilisation des institutions aux questions liées à l'emploi et au VIH ; c'est dans cette optique qu'a été organisée la rencontre inter institutionnelle de décembre.
Sidaction a ainsi réuni des acteurs importants sur les questions de l'emploi (Agefiph, direction générale de l'ANPE, DGAS, Cap emploi, MDPH...). Cette réunion a été intégrée au dispositif du grenelle de l'insertion. La mission emploi participera prochainement aux ateliers "Santé et travail" organisés dans le cadre de ce dispositif.

11 décembre

Visite au laboratoire de Biotechnologies et de Pharmacologie génétique Appliquée (LBPA) à l'Ecole normale Supérieure de Cachan (CNRS UMR 8113/ENS Cachan)

Une dizaine de personnes (grands donateurs, salariés et bénévoles de Sidaction) ont été reçus à l'ENS Cachan par le Professeur Jean-François Mouscadet, qui fait référence dans le domaine des anti-intégrases. Les visiteurs ont pu mesurer l'importance de financer les étudiants-chercheurs pour garantir les avancées dans la recherche sur le VIH.

décembre

Sortie du "Guide Prison"

Pr. Yves Lévy, Président du Comité Scientifique et Médical de Sidaction.

"La recherche avance, même si on meurt toujours du sida..."

En 2007, quels sont les résultats visibles de la recherche contre le sida ?

L'année 2007 a été riche en nouveautés dans le domaine des médicaments antirétroviraux. Avec 5 nouvelles molécules disponibles en France depuis la fin de l'année et l'arrivée prochaine de la première combinaison de 3 antirétroviraux en un seul comprimé et une seule prise par jour, nous avons de bonnes nouvelles qui représentent une bouffée d'espoir pour les patients. Ainsi, aujourd'hui en France, au total, 6 familles de médicaments et 25 molécules antirétrovirales sont disponibles. Toutefois, ces traitements à prendre à vie présentent de nombreux inconvénients pour les patients et les moyens mis en œuvre pour une recherche de qualité contre le VIH/sida doivent perdurer.

Pourquoi avons-nous parfois l'impression que la recherche n'avance pas assez vite ?

Evidemment, nous souhaiterions toujours obtenir des résultats très rapidement. Malheureusement, cela n'est pas possible dans le domaine de la recherche sur le VIH/sida, car seul un travail à long terme peut venir à bout de la complexité du virus et de son mode d'interaction avec l'organisme. Mais les résultats sont là ! S'il a fallu plus de quinze années de travail acharné pour mettre au point une thérapie qui cible la protéine intégrase du VIH, aujourd'hui une nouvelle famille de traitements, les anti-intégrases, voit le jour avec leur premier représentant mis sur le marché fin 2007 : le Raltégravir®. De même le Maraviroc® ouvre la voie d'une nouvelle piste de recherche, en tant que premier médicament qui ne s'attaque pas à une protéine virale mais cible une protéine humaine utilisée par le VIH pour entrer dans la cellule. En effet, la recherche fondamentale nous a permis de comprendre que si le VIH ne contient que 9 gènes, il utilise un très grand nombre de protéines humaines pour se multiplier. Aujourd'hui ce champ d'étude est large et de nombreuses équipes travaillent à comprendre et à caractériser ces interactions.

Pourquoi a-t-on toujours besoin de nouveaux médicaments ?

Si la recherche a permis la découverte de médicaments améliorant la santé des malades, aucune thérapie ne permet d'éradiquer le virus. Le VIH est un virus qui est capable d'adopter un très grand nombre de formes, sa variabilité génétique est très importante et son mécanisme de multiplication favorise les mutations. Un virus va donc pouvoir évoluer dans l'organisme d'une personne infectée et donner naissance à de nouvelles formes du VIH qui ne seront plus sensibles au traitement en cours ; il faudra alors un nouveau traitement adapté. Ainsi, nous courons derrière le virus et il faudra toujours l'attaquer sur plusieurs fronts avec des thérapies innovantes. En outre, les effets indésirables des médicaments sont encore trop souvent insupportables pour les malades. Le combat face à l'infection par le VIH doit continuer.

Et le vaccin préventif ?

A l'heure actuelle, il n'existe malheureusement pas de vaccin pour prévenir la contamination par le VIH. En raison de la complexité de ce virus un tel vaccin demeure un défi pour les scientifiques. Fin septembre 2007, le laboratoire pharmaceutique Merck a annoncé l'arrêt d'un essai clinique de phase II, donc très avancé, qui portait sur un candidat vaccin. Celui-ci, initialement prometteur, s'est avéré inefficace. Cet échec oblige un retour à la recherche fondamentale, pour étudier les bases du fonctionnement du virus et de ses interactions avec le système immunitaire. Si cette annonce est très décevante et si toutes les pistes en cours n'aboutiront pas, aucune ne doit pourtant être négligée. Le fait de comprendre pourquoi certaines pistes ne fonctionnent pas permet de mieux appréhender les mécanismes d'infections du virus et d'avancer vers une meilleure solution.

Est-ce que l'on meurt toujours du sida en France, en 2007 ?

Malheureusement, oui ! Certaines personnes, découvrent leur séropositivité à un stade très avancé de la maladie et ont donc un pronostic vital réservé. Ceci est inacceptable, alors qu'il existe des traitements efficaces qui, pris au bon moment, auraient freiné la progression de l'infection. Prévention et dépistage sont donc les enjeux prioritaires pour lutter contre l'épidémie et diminuer le nombre de morts liés au sida.

Poursuivre le combat sans relâche !

Aujourd'hui les chercheurs français peinent à trouver des fonds pour mener leurs recherches et ceci est particulièrement vrai dans le domaine du VIH/sida. La recherche contre le sida est donc un domaine de militants, avant tout. En France, Sidaction, association reconnue d'utilité publique, est le premier collecteur de fonds privés contre le VIH/sida. De plus, c'est la seule association française de lutte contre cette épidémie qui finance la recherche. Le soutien que Sidaction apporte aux chercheurs est donc crucial, que cela soit sous la forme d'aides aux équipes, pour du fonctionnement, de l'équipement ou du personnel technique temporaire, ou sous la forme de financements pour des doctorants et post-doctorants.

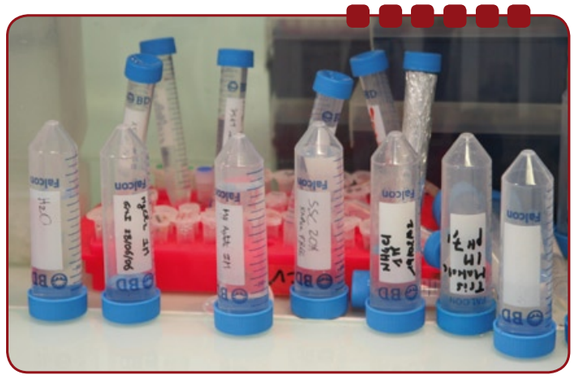
Sidaction et la recherche en chiffres et actions

Un effort financier pour les jeunes chercheurs : des contrats de travail pour tous

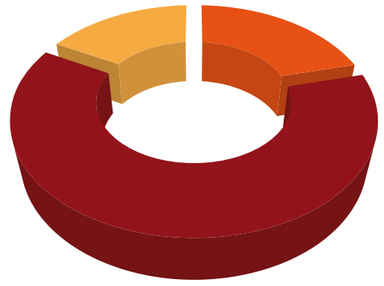
En 2007, Sidaction a soutenu 126 programmes de recherche pour un montant de 2,3 millions d'euros. Ce montant est sensiblement le même qu'en 2006, bien qu'il couvre un nombre moins important de programmes. En effet, on constate que le soutien alloué aux laboratoires est stable, avec 80 aides aux équipes, alors que les financements nominatifs attribués à des jeunes chercheurs sont passés de 76 en 2006 (et en moyenne 80 depuis 2004) à 46 en 2007. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette baisse, dont les difficultés liées à la transformation des financements par libéralités en contrats de travail à durée déterminée. Cette transformation représente, par ailleurs, un surcoût de 71 % pour Sidaction.

En 2007 Sidaction a intensifié les discussions avec les pouvoirs publics, initiées depuis déjà plusieurs années pour faciliter la transition vers des contrats de travail, mais celles-ci n'ont malheureusement pas donné les suites escomptées. En effet, l'Etat a annoncé d'une part qu'il ne prendrait pas en charge le surcoût de la transformation des libéralités en contrats pour les post-doctorants, mais également qu'il arrêtait fin 2007 de payer les charges des doctorants. Résultat : les organismes caritatifs financeurs de la recherche, qui ont été aux côtés des jeunes chercheurs dans leur combat pour la reconnaissance de leur statut, portent aujourd'hui seuls le poids de cette transformation.

Avec plus de 25 ans de lutte contre l'épidémie, nous avons besoin de renouveler le vivier des chercheurs en encourageant les jeunes chercheurs à s'orienter vers la thématique VIH, une recherche passionnante et multidisciplinaire qui demande des moyens afin de travailler dans de bonnes conditions. Malgré cet effort financier supplémentaire, Sidaction continue à s'investir autant aux côtés des jeunes chercheurs.



Répartition par statuts des financements jeunes chercheurs 2007



15	Doctorants	33 %	150 624 €
24	Post-doctorants	52 %	438 862 €
7	Médecins/Pharmaciens	15 %	120 291 €

Sidaction et la recherche fondamentale

En 2007 la recherche fondamentale se donne toujours comme objectif la découverte de nouvelles cibles thérapeutiques et pistes vaccinales. Elle reste la discipline majoritairement soutenue par Sidaction avec 1 654 025 €, soit 68 % des fonds. La virologie et l'immunologie, bénéficiant respectivement de 48 % et 12 % de ces financements, sont des domaines de la recherche fondamentale dans lesquels les investissements doivent se poursuivre pour améliorer nos connaissances de l'infection par le VIH. En effet, beaucoup reste à découvrir et les résultats alimentent de nouveaux espoirs, comme le montre, notamment, la dynamique des publications de recherche fondamentale sur le VIH/sida qui ne fléchit pas.

Monsef BENKIRANE

Département Dynamique du Génome et de la Chromatine de l'Institut de Génétique Humaine de Montpellier (IGH), CNRS UPR 1142

Comprendre comment le VIH se cache dans des cellules réservoirs

Les combinaisons de traitements antirétroviraux (ARV) existantes bloquent efficacement la réplication du VIH au point d'atteindre le seuil d'indétectabilité du virus. Le virus est donc sous contrôle mais les personnes séropositives n'en sont pas pour autant guéries. En effet, des cellules infectées persistent au sein desquelles le VIH est latent, à savoir qu'il est présent dans les cellules mais ne se multiplie pas. Les spécialistes parlent de réservoir du VIH. Dormant dans ces cellules réservoirs, le virus est à l'abri des traitements actuels qui ciblent des protéines impliquées dans la réplication virale. La réactivation du virus dans ces cellules permettrait de les rendre accessibles au système immunitaire et aux antirétroviraux et d'éliminer le virus. Ainsi, l'équipe de Monsef Benkirane travaille à comprendre comment s'établit le réservoir et explore l'une des principales voies à l'origine de sa formation : les micro-ARN. Ce sont des petits morceaux d'ARN (acide ribonucléique) qui interviennent dans la régulation de l'expression des gènes. Les travaux de l'équipe de Monsef Benkirane et de ses collaborateurs ont montré que les micro-ARN exerçaient une action extrêmement répressive sur la réplication virale et jouait un rôle dans l'établissement et le maintien du réservoir viral. Plus largement leurs travaux sur les mécanismes moléculaires de la cellule qui inhibent l'expression des gènes viraux pourraient aboutir à de nouvelles stratégies de blocage de la multiplication du VIH.

Pour cette recherche ambitieuse de biologie fondamentale, le laboratoire de Monsef Benkirane a bénéficié d'un financement de Sidaction de 63 286 €. Ces travaux déjà publiés à plusieurs reprises dans des revues scientifiques de tout premier ordre*, devraient prochainement présenter de nouveaux résultats.

*Liste des publications :
Triboulet et al. 2007. Science 315 : 1579-1582.
Du Chéné et al. 2007. EMBO.J. 26 : 424-435.
Lassot I, Latreille D. et al. 2007. Mol. Cell. 25 : 369-383.

Du nouveau pour les sciences sociales

L'année 2007 terminée, c'est l'heure du premier bilan pour la Mission sciences sociales de Sidaction qui a été mise en place un an auparavant. L'augmentation du nombre de demandes de financement dans ce domaine est conséquente : 26 dossiers déposés contre seulement 9 en 2006. Le soutien spécifique apporté aux chercheurs en sciences sociales souhaitant déposer un dossier, ainsi que la plus large diffusion de l'appel d'offres scientifique et médical de Sidaction ont contribué à favoriser cette progression. En effet, le bilan des financements des recherches en sciences sociales par Sidaction fin 2006 avait montré que ce domaine était sous représenté, compte tenu notamment de l'évolution de l'épidémie depuis les années 80. Les projets soutenus en 2007 sont axés en particulier sur la prévention de la transmission de la mère à l'enfant chez les personnes migrantes en France et dans les pays en développement, ainsi que sur la prise en charge psychologique et sociale des personnes vivant avec le VIH . Avec 14 programmes soutenus (7 aides aux équipes et 7 financements de jeunes chercheurs) pour un total de 86 535 € de financements, la recherche en sciences sociales représente plus de 10 % des projets soutenus par Sidaction.

Outre le travail de soutien aux chercheurs, la Mission sciences sociales est à l'origine d'une nouvelle dynamique. En juillet 2007, 8 mois après sa création, elle a organisé, à l'occasion de la 8ème conférence internationale Aids Impact consacrée à la recherche en sciences sociales sur le VIH/sida, un atelier sur le thème de l'implication des communautés dans les programmes de recherche en sciences sociales.
La Mission sciences sociales a également organisé en novembre 2007 une journée de réflexion sur le dépistage "hors les murs" à l'aide de tests rapides. A l'heure actuelle, bien que des outils précis et fiables soient disponibles et que plusieurs associations soient prêtes à développer des programmes de dépistage à l'aide de tests rapides en direction de publics particulièrement exposés au risque de contamination et éloignés des dispositifs de dépistage traditionnels, ce dispositif n'est pas disponible en France. Le Conseil National du Sida, la Haute Autorité de Santé, l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé, l'Institut national de Veille Sanitaire, ainsi que des représentants de différentes associations et des chercheurs étaient présents. Cette journée répondait à une véritable attente et a donné le jour à un consensus quant à l'intérêt de l'usage des tests rapides du VIH dans le cadre de programmes allant à la rencontre des bénéficiaires potentiels. Une expérimentation des tests rapides effectués par des associatifs "hors les murs", soit en dehors de laboratoires ou de Centres de Dépistages Anonymes et Gratuits devrait être lancée en 2008. A suivre donc...

Développement du financement des programmes de recherche dans les PED

En encourageant les collaborations entre équipes locales et chercheurs français, Sidaction est depuis sa création en 1994 aux côtés des chercheurs des pays du Sud. Grâce à une mission spécifique, créée en février 2006, un suivi adapté des programmes de recherche dans les PED, ainsi qu'un accompagnement des chercheurs souhaitant soumettre une demande de financement pour un projet mené dans les PED, a pu être mis en place. Aussi, en 2007, 10 programmes sont en cours (avec 4 aides aux équipes et 6 financements de jeunes chercheurs), en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Mali, au Cameroun, au Sénégal, en Inde et en Thaïlande, pour un montant total de 213 065 € de soutien par Sidaction. Le champ des recherches reste étendu, présentant des thématiques récurrentes comme l'amélioration des traitements antirétroviraux, ou la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, une partie des recherches intervenant dans le domaine des sciences sociales. Dans le cadre du développement de l'appui de Sidaction aux équipes de recherche dans les PED et à l'occasion de visites de partenaires associatifs, deux missions de terrain ont été réalisées en 2007, en Côte d'Ivoire et au Bénin, permettant de rencontrer les équipes récemment financées (en 2006 et/ou 2007) sur leur site de travail et de faire ensemble le point sur leurs travaux. L'identification d'un interlocuteur privilégié pour les recherches se déroulant dans les pays du Sud, en synergie avec le travail de la Mission sciences sociales, facilite les échanges avec les chercheurs et a contribué à une augmentation des candidatures : au total, 28 projets se déroulant dans les PED ont été déposés alors que 11 seulement l'avaient été en 2006.

Valériane LEROY

Equipe VIH-Afrique, Inserm U897, Institut de Santé Publique d'Epidémiologie Développement – ISPED, Bordeaux, France

Antirétroviraux, allaitement maternel et prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME). Etude menée à Abidjan en Côte d'Ivoire

De nombreux programmes de recherche ont permis de réduire fortement le risque de transmission mère-enfant du VIH: le risque est aujourd'hui inférieur à 1 % dans les pays du Nord, mais il reste bien plus élevé dans les pays en développement (PED), en particulier à cause de la transmission par l'allaitement. Des données sur l'effet des traitements antirétroviraux pris par des femmes infectées par le VIH alors qu'elles allaitent leur enfant sont importantes pour améliorer la prévention de la transmission mère-enfant dans les PED.
Une étude de recherche de l'équipe de V. Leroy, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, a pour objectifs, de mesurer la diffusion des antirétroviraux dans le sang et le lait maternel et le sang des enfants allaités, et de comparer la charge virale plasmatique et dans le lait maternel, ainsi que la présence de virus résistants dans ces différents compartiments et chez leurs enfants : 49 couples mère / enfant ont été suivis de la naissance à la fin de l'allaitement dans cette étude conduite de 2006 à 2008. Tous les prélèvements ont été stockés à Abidjan. La plupart des prélèvements seront directement traités au laboratoire à Abidjan par l'équipe d'H. Menan avec le contrôle de qualité de C. Rouzioux, à Paris. Les analyses pharmacologiques sont réalisées à Paris sous la coordination de G. Peytavin. Cette étude permettra de savoir si les traitements antirétroviraux donnés à la mère diffusent dans le sang et le lait maternel et chez l'enfant allaité, et sont susceptibles de réduire la charge virale dans le lait maternel et donc de réduire la transmission du VIH à l'enfant.

Les résultats finaux sont attendus d'ici fin 2008. En 2007, 69 680 € ont été versés à l'équipe de V. Leroy pour ce travail de recherche qui associe R. Becquet, jeune chercheur également soutenu par Sidaction à hauteur 38 808 €. Les résultats préliminaires de son travail post-doc ont été présentés lors de la conférence de la CROI (Conférence on Retroviruses and Opportunistic Infections) en 2008.

Un appel à projets pour la qualité de vie et la qualité des soins

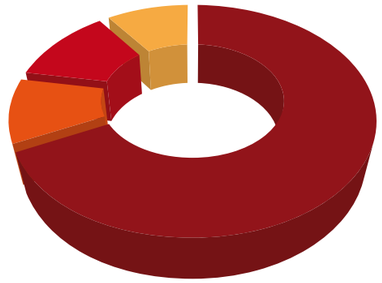
Avec le développement des traitements antirétroviraux qui allongent la durée de vie des personnes vivant avec le VIH, mais qui provoquent souvent des effets indésirables importants, l'attention à la qualité de vie est devenue une dimension essentielle dans la lutte contre le VIH/sida. Sidaction a développé en 2007 un appel à projets spécifique qui tend à promouvoir et valoriser les programmes qui ciblent la qualité de vie ressentie par les personnes et utilisent pour leur évaluation les mesures de la qualité de vie liée au VIH. Pour la première édition de cet appel à projets "qualité de vie, qualité des soins" 16 demandes de financement ont été reçues et 11 ont été accordées et prendront effet en 2008. Des associations et un hôpital public, ont proposé des projets portant sur les consultations d'observance et d'éducation thérapeutique, les thérapies complémentaires (manuelle, shiatsu, art thérapie) et les outils de communication, formations et coordination entre professionnels. Le groupe de travail pluridisciplinaire "qualité de vie, qualité des soins" constitué de 12 experts indépendants poursuivra en 2008 sa réflexion sur l'évolution de l'appel à projets. Alors que l'on ne guérit pas de l'infection par le VIH et qu'il s'agit toujours d'une maladie lourde et stigmatisante, il est important de mettre tout en œuvre pour améliorer la qualité de vie des personnes séropositives.

Partenariat avec la Fondation de France

13 programmes soutenus en 2007 par Sidaction ont bénéficié du partenariat mis en place en 2005 avec la Fondation de France. Celui-ci implique une enveloppe globale de 400 000 euros attribuée pour le co-financement de programmes de recherche sur le VIH/sida. Un plus pour la recherche et pour la lutte contre l'épidémie.

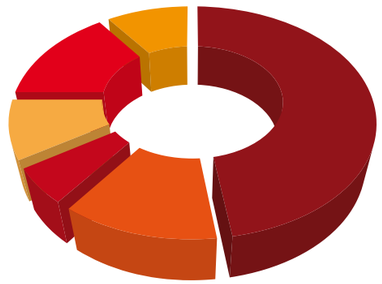
Répartition des financements en cours en 2007

Répartitions des financements par type de recherche



- Fondamentale 68 %
  86 financements pour 1 654 025 €
- Clinique 10 %
  13 financements pour 230 936 €
- Appliquée 12 %
  15 financements pour 364 826 €
- Sciences Sociales 10 %
  86 financements pour 86 535 €

Répartition des financements par domaine de recherche



- Virologie 48 %
  61 financements pour 1 326 503 €
- Immunologie 12 %
  15 financements pour 230 116 €
- Thérapeutique 6 %
  86 financements pour 100 719 €
- Co-Infections 9 %
  86 financements pour 245 337 €
- Physiopathologie 15 %
  86 financements pour 347 112 €
- Sciences Sociales 10 %
  86 financements pour 86 535 €

AIDES AUX EQUIPES

Dr Sophie ABGRALL, Service des Maladies Infectieuses et Tropicales Hôpital Avicenne, BOBIGNY

Dr Karine ALVAREZ [2], Laboratoire d'Architecture et Fonctions des Macromolécules Biologiques, CNRS UMR 6098, MARSEILLE

Dr Victor APPAY, Laboratoire d'Immunologie Cellulaire et Tissulaire, INSERM U543, PARIS

Dr Nathalie BAJOS [1], Unité d'Epidémiologie, Démographie et Sciences Sociales : Santé Reproductive, Sexualité et Infection à VIH, INSERM U569, LE KREMLIN BICETRE

Pr. Jean-Marie BARD, Laboratoire d'Etude du Polymorphisme de l'ADN, CHU de Nantes, NANTES

Dr Bruno BEAUMELLE, Dynamique moléculaire des interactions membranaires, CNRS UMR 5539, MONTPELLIER

Dr Philippe BENAROCH, Laboratoire de Biologie Cellulaire de l'Immunité Anti-Tumorale, INSERM U520, PARIS

Dr Richard BENAROUS [2], Equipe des Interactions Moléculaires Hôte-Pathogène, INSERM U567/CNRS UMR 8104, PARIS

Dr Serge BENICHOU [1], Equipe Protéines Virales et Trafics Intracellulaires, INSERM U567/CNRS UMR 8104, PARIS

Dr Monsef BENKIRANE, Institut de Génétique Humaine de Montpellier, CNRS UPR 1142, MONTPELLIER

Dr Clarisse BERLIOZ-TORRENT [1,2], Equipe des Interactions Moléculaires Hôte-Pathogène, INSERM U567/CNRS UMR 8104, PARIS

Dr Martine BIARD-PIECHACZYK, Laboratoire des Infections Rétrovirales et Signalisation Cellulaire, CNRS UMR 5236, MONTPELLIER

Dr Franck BOCCARA, Service de Cardiologie, Hôpital Saint Antoine, PARIS

Dr Morgane BOMSEL, Equipe Entrée Muqueuse du VIH et Immunité Muqueuse, INSERM U567 CNRS UMR 8104, PARIS

Dr Jacques BONNET, Laboratoire d'Athéroscélorose, INSERM U441, PESSAC

Dr Serge BOUAZIZ [2], Unité de Pharmacologie Chimique et Génétique, INSERM U640/CNRS UMR 8151, PARIS

Dr Denys BRAND, Unité de Virologie, Université François Rabelais, TOURS

Dr Véronique BRAUD, Institut de Pharmacologie Moléculaire et Cellulaire, CNRS UMR 6097, VALBONNE

Dr Anne BRELOT [2], Equipe des Récepteurs, Virus et Fusion Membranaire, INSERM U567/CNRS UMR 8104, PARIS

Dr Sophie CAILLAT-ZUCMAN, Laboratoire des Maladies Auto-Immunes : Génétique, Mécanismes et Traitements, INSERM U025, PARIS

Pr Jacqueline CAPEAU [1], Laboratoire de Signalisation Normale et Pathologique du Métabolisme, de la Sécretion et de la Croissance Cellulaires, INSERM U402, PARIS

Dr Andréa CIMARELLI, Laboratoire de Virologie Humaine, INSERM U758, LYON

Dr Hélène CONJEAUD, Equipe des Tétraspanines et Dynamiques Membranaires, INSERM U567/CNRS UMR 8104, PARIS

Pr. Jean-Luc DARLIX, Laboratoire de Virologie Humaine, INSERM U758, LYON

Dr Jacqueline DELOUMEAUX-TYNDAL, Département d'Information Médicale de Santé, CHU de Pointe à Pitre, POINTE A PITRE

Dr Xavier DUVAL, Département d'Epidémiologie, Biostatistiques et de Recherche Clinique et Centre d'Investigation Clinique, INSERM EMI 0357, PARIS

Dr Jérôme ESTAQUIER [1], Unité de Recherche et Expertise Physiopathologie des Infections Lentivirales, CNRS URA 1930, PARIS

Florian FORSTER [1], Organisation Internationale pour les Migrations, PARIS

Dr Vincent FRANCOIS, Institut de Génétique Humaine, CNRS UPR 1142, MONTPELLIER

Dr Sylvie FRIANT, Laboratoire de Cytosquelette d'actine et trafic intracellulaire, CNRS FRE 2375, STRASBOURG

Isabelle FUNCK-BRENTANO, Unité d'Immunologie Hématologie Pédiatrique, Hôpital Necker-Enfants Malades, PARIS

Pr. Pierre-Marie GIRARD [2], Service des Maladies Infectieuses et Tropicales, Hôpital Saint-Antoine, PARIS

Dr Joël GOZLAN, Laboratoire de Physiologie et Physiopathologie, CNRS UMR 7079, PARIS

Pr. Pascal HINTERMEYER / Dr Marc EGROT, Laboratoire des Cultures et Sociétés en Europe, CNRS UMR 7043, STRASBOURG

Pr. Alain HOVNANIAN, Laboratoire de Génétique des Maladies Cutanées, INSERM U563, TOULOUSE

Dr Denis HUDRISIER, Institut de Pharmacologie et de Biologie Structurale, CNRS UMR 5089, TOULOUSE

Dr Catherine ISEL, Laboratoire d'Architecture et Réactivité de l'ARN, CNRS UPR 9002, STRASBOURG

Dr Rosemary KIERNAN [2], Institut de Génétique Humaine, CNRS UPR 1142, MONTPELLIER

Dr Guido KROEMER, Laboratoire "Apoptose, Cancer, et Immunité", INSERM U848, VILLEJUIF

Dr Annie LADOUX [2], Biologie du Développement du tissu Adipeux, cellules souches et différenciation, CNRS UMR 6543, NICE

Dr Marc LALLEMANT, Centre de Coordination, IRD UR 054, CHIANG MAI - THAILANDE

Dr Olivier LAMBOTTE [1,2], Laboratoire d'Immunité, INSERM U802, PARIS

Dr Valériane LEROY, ISPED, Université Victor Segalen, BORDEAUX

Pr. France LERT [1], Laboratoire Epidémiologie, Santé Publique et Environnement Professionnel et Général, INSERM U088, SAINT-MAURICE

Pr. Yves LEVY, Service d'Immunologie Clinique, Hôpital Henri Mondor, CRETEIL

Dr Fabrizio MAMMANO, Unité de Recherche Antivirale, INSERM U552, PARIS

Dr Patrick MARCELLIN, Laboratoire de Physiopathologie et Traitement des Hépatites Virales, INSERM U773, CLICHY

Dr Florence MARGOTTIN-GOGUET [1,2], Equipe du Contrôle du Cycle Cellulaire et Protéines Virales, INSERM U567/CNRS UMR 8104, PARIS

Dr Stefano MARULLO, Equipe Pharmacologie Cellulaire et Moléculaire des Récepteurs, INSERM U567/CNRS UMR 8104, PARIS

Dr Olivier MAUFFRET, Laboratoire de Biotechnologie et de Pharmacologie Génétique Appliquée, CNRS UMR 8113, CACHAN

Dr Elisabeth MENU, Unité de Régulation des Infections Rétrovirales, Institut Pasteur, PARIS

Dr Sylviane MULLER [1,2], Laboratoire d'Immunologie et Chimie Thérapeutiques, CNRS UPR 9021, STRASBOURG

Dr Matteo NEGRONI, Unité de Régulation Enzymatique des Activités Cellulaires, CNRS URA 2185, PARIS

Dr Sébastien NISOLE, Equipe des Interactions Moléculaires Hôte-Pathogène, INSERM U567 CNRS UMR 8104, PARIS

Dr Théophile OHLMANN [2], Laboratoire de Virologie Humaine, INSERM U412 , LYON

Pr. Serge PIETTRE, Laboratoire d'Asymétrie, hétérocycles, hétérochimie et bio-organique, CNRS UMR 6014, MONT SAINT AIGNAN

Dr Christophe PIKETTY, Service d'Immunologie Clinique, Hôpital Européen Georges Pompidou, PARIS

Dr Olivier SCHWARTZ [1], Groupe Virus et Immunité, Institut Pasteur, PARIS

Dr Daniel SCOTT-ALGARA, Unité des Régulations des Infections Rétrovirales, Institut Pasteur, PARIS

Dr Anne SIMON-LOMBES, Laboratoire de Génétique, Physiopathologie et Thérapies des Affections du Muscles Strié, INSERM U582, PARIS

Dr Naomi TAYLOR [2], Institut de Génétique Moléculaire de Montpellier (IGMM), CNRS UMR 5535, MONTPELLIER

Dr Alain VENET [1,2], Equipe Immunité Antivirale Systémique et Cérébrale, INSERM E0109, LE KREMLIN BICETRE

Pr. Laurence WEISS, Service d'Immunologie Clinique, Hôpital Européen Georges Pompidou, PARIS

Dr Jean-François ZAGURY [1], Conservatoire National des Arts et Métiers, PARIS

FINANCEMENTS DE JEUNES CHERCHEURS

Lauran ACHILLI, Centre d'Etudes Africaines, CNRS FRE 2450, PARIS

Dr Mireille AL HADDAD-LAFORGE, Laboratoire du Développement Lymphoïde Normal et Pathologique au cours de l'Infection par VIH, INSERM ADZPA12, CRETEIL

Dr Firouzé BANI-SADR, Santé Publique et Science de l'Information Biomédicale, INSERM U707, PARIS

Sandra BASCOUGNANO, Unité de Recherche Migrations et Sociétés, CNRS UMR 7032, PARIS

Dr Renaud BECQUET, ISPED, INSERM U593, BORDEAUX

Dr Amar BENNASROUNE, Laboratoire ATIP Traffic membranaire et signalisation lipidique, CNRS UMR 7156, STRASBOURG

Jana BLAZKOVA, Institut de Cancérologie de Marseille, INSERM UMR599, MARSEILLE

Gwenoline BORHIS, Service d'Immunologie Virologie, CEA, FONTENAY AUX ROSES

Dr Martine BRAIBANT, Unité de Virologie, INSERM ESPRI 19 - EA 3856, TOURS

Dr Nicoletta CASARTELLI, Groupe Virus et Immunité, CNRS URA 1930, PARIS

Cécile CHARTRAIN, Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe, CNRS UMR 6051, RENNES

Sylvain COSQUER, Laboratoire de Biotechnologie et de Pharmacologie Génétique Appliquée, CNRS UMR 8113, CACHAN

Dr Magalie CREMEL, Laboratoire d'Immunité Muqueuse et Vaccination, INSERM UMR 721, NICE

Elodie CRUBLET, Laboratoire d'Enzymologie Moléculaire, CNRS UMR 5075, GRENOBLE

Dr Pierre DE BEAUDRAP, Laboratoire "VIH et Maladies Associées", CNRS UMR 145, LYON

Sophie DJETCHA, Centre de Recherche Cultures, Santé, Société, JE 2424, AIX EN PROVENCE

Dr Lucile ESPERT, Laboratoire Infections Rétrovirales et Signalisation Cellulaire, CNRS UMR 5121, MONTPELLIER

Dr Roman GALETTO [4], Unité de Régulation Enzymatique des Activités Cellulaires, CNRS URA 2185, PARIS

Armelle GOUBARD, Unité de Recherche Antivirale, INSERM U552, PARIS

Dr Boyan GRIGOROV, LaboRetro - Unité de Virologie Humaine, INSERM U758, PARIS

Dr Pascale HANCART-PETITET, Centre de Recherche Cultures, Santé, Société, JE 2424, AIX EN PROVENCE

Dr Guillaume HOEFFEL, Département d'Immunologie, INSERM U567/CNRS UMR 8104, PARIS

Dr Laurent HOUZET, Laboratoire Infections Rétrovirales et Signalisation Cellulaire, CNRS UMR 5121, MONTPELLIER

Dr Désirée KUNKEL, Unité de Régulation des Infections Rétrovirales, Institut Pasteur, PARIS

Dr Olivier LADA, Laboratoire de Physiopathologie et Traitement des Hépatites Virales, INSERM U773, CLICHY

Marie LAMBELE, Laboratoire Virus, Pseudovirus : Morphogenèse et antigénicité, INSERM ERI 19, TOURS

Dr Stéphanie LAY, Unité de Physiopathologie des Infections Lentivirales, Institut Pasteur, PARIS

Kouatar LEGHMARI, Laboratoire d'Immuno-Virologie, Université Paul Sabatier, TOULOUSE

Dr Isabelle MALLARD-FAVIER, Laboratoire de Chimie Organique Biomoléculaire de Synthèse, CNRS UMR 5625, PARIS

Dr Concepcion MARANON LIZANA, Equipe Présentation de l'Antigène aux Lymphocytes T CD8+ par les Cellules Dendritiques, INSERM U567 CNRS UMR 8104, PARIS

Dr Valérie MARTINEZ-TADAYONI, Laboratoire d'Immunologie Cellulaire et Tissulaire, INSERM U543, PARIS

Dr Guillemette MASSE, Département des Maladies Infectieuses, INSERM U567/CNRS UMR 8104, PARIS

Dr Saori MATSUOKA, Unité de Recherche Antivirale, INSERM U552, PARIS

Dr Fabrice MICHEL, Département de Biologie et Génomique structurales, CNRS UMR 7104, ILLKIRCH - GRAFFENSTADEN

Dr Christian MOUALA, Epidémiologie clinique de l'infection à VIH, INSERM EMI0214, PARIS

Dr Michelina NASCIMBENI, Présentation de l'antigène par les cellules dendritiques, INSERM 567, UMR CNRS 8104, IFR 116, PARIS

Dr Ariane POISSON, Laboratoire de Biologie Moléculaire et Cellulaire de la Différenciation, INSERM U309, LA TRONCHE

Dina RAKOTOBE, Virologie et Pathogénèse Virale, CNRS UMR 5537, LYON

Mary-Sophie REQUENA, Equipe Immunité et Biothérapie Muqueuse, INSERM U743, PARIS

Dr Asier SAEZ-CIRION, Unité de Biologie des Rétrovirus, Institut Pasteur, PARIS

Dr Héla SAIDI [4], URE Immunité Anti-Virale, Biothérapies et Vaccins, Institut Pasteur, PARIS

Dr Aurélie SCHNURIGER [3], Laboratoire d'Immunologie Cellulaire et Tissulaire, INSERM U543, PARIS

Amina SHABOU, Organisation Internationale pour les Migrations, PARIS

Nora TAMARA, Laboratoire de Recherche Antivirale, INSERM U552, PARIS

Dr Huifeng YU, Département de Biologie Cellulaire, INSERM U567/CNRS UMR 8104, PARIS

1 : a bénéficié d'un co-financement de la Fondation de France
2 : a bénéficié de deux aides aux équipes en 2007
3 : a bénéficié de deux bourses en 2007.

4 : a bénéficié d'un contrat de travail dans le cadre d'un partenariat avec l'**Institut Pasteur** qui a pris à sa charge le surcoût lié à la transformation des libéralités en salaires.

Les titres des programmes sont disponibles sur le site : **www.sidaction.org**

En 2007, Sidaction a soutenu une centaine de projets avec un budget de 3,7 millions d'euros.

Bastien Noël,
président du Comité associatif sida France.

"Le nouveau défi est la place des personnes séropositives dans la société."

Quel bilan associatif 2007 faites-vous de la lutte contre le sida ?

Les séropositifs vivent mieux avec le VIH grâce aux trithérapies, mais leurs conditions de vie se détériorent. On a observé une paupérisation des personnes accueillies dans les associations, et dans certaines régions, notamment les départements français d'Amérique (DFA), la situation est préoccupante. L'augmentation du coût de la vie touche de plein fouet les personnes séropositives dépendant des minima sociaux, du remboursement à 100 % remis en question par les franchises médicales ou de mutuelles toujours plus onéreuses. Cela coûte de plus en plus cher d'être séropositif ! D'autres problèmes perdurent comme les discriminations, beaucoup préfèrent alors taire le plus souvent leur statut sérologique. Est-ce à dire qu'on vit dans une société où l'on ne peut expliquer sa séropositivité à un enfant qu'à partir du moment où l'on est sûr qu'il pourra mentir ? On continue à ne pas pouvoir en parler à son médecin ou son dentiste et jusque dans la mort, où les soins post mortem *sont parfois refusés… Vivante ou morte, la personne séropositive est plus stigmatisée qu'aucune autre...*

Y a-t-il des avancées au niveau des aides associatives ?

Sidaction augmente un peu plus chaque année ses soutiens financiers et logistiques en direction des associations françaises. En 2007, Sidaction a réussi à verser plus tôt dans l'année les fonds destinés aux associations. On cherche en permanence à améliorer le dispositif pour faire en sorte que les associations les plus fragiles n'aient pas de difficultés de trésorerie. Grâce au travail de l'équipe de Sidaction, nous avons beaucoup évolué sur la manière d'instruire les demandes de financement. Nous sommes plus rapides et cela a un impact favorable sur le terrain. La particularité est d'avoir mandaté un chargé de mission dans chaque grand domaine qui accompagne la réalisation de nouveaux projets. Sidaction n'est pas simplement bailleur de fonds, elle suscite aussi la création d'actions et s'investit dans des domaines qui lui semblent prioritaires.

Quels sont les domaines dans lesquels Sidaction s'est particulièrement investie ?

Sidaction a poursuivi cette année le développement de quatre missions prioritaires : les DFA, le milieu carcéral, l'emploi et la prévention gay. Son rôle est d'accompagner les associations dans leur plaidoyer pour assurer une meilleure prise en charge globale des personnes touchées. Par exemple, l'association Le Tipi à Marseille a mis en place un parcours favorisant le retour à l'emploi, informant les acteurs locaux de la réalité du VIH, les coups de fatigue, les trous dans le CV, etc. Un travail sur les représentations de la séropositivité a été mené dans les milieux professionnels car les personnes séropositives prennent des risques à retrouver un emploi, dans la gestion du secret ou la peur d'être rejetées si cela se sait.
La prévention gay est aussi un enjeu à l'heure où le nombre de contaminations chez les homosexuels ne diminue pas. De nouvelles idées émergent pour prendre en compte les spécificités de certains modes de vie. Enfin, Sidaction a soutenu les initiatives inter associatives auprès des pouvoirs publics pour rattraper l'énorme retard de la mise en place en France du dépistage avec des tests rapides.

En quoi Sidaction reste-t-elle déterminante dans son soutien aux associations ?

Beaucoup de structures ne survivraient pas sans Sidaction ! En 2007, elles sont encore plus nombreuses à nous solliciter. Nous sommes pourtant l'un des rares secteurs du sanitaire et social dans lequel les subventions ne sont pas pérennes, mais renouvelables, - exceptions faites des Caarud et des appartements de coordination thérapeutique.

Est-ce une année qui rend optimiste ?

Je ne le suis pas pour deux raisons. Il est difficile d'imaginer des collectes plus importantes dans le contexte actuel et les pouvoirs publics ne prennent pas assez leurs responsabilités. Au lieu d'être secondée, Sidaction pallie de plus en plus le désengagement de l'Etat sur le terrain. Quant à la perception du VIH, les mentalités n'évoluent guère… L'espoir se loge dans notre créativité et dans notre réactivité à s'emparer de ces combats. La place des personnes vivant avec le VIH dans notre société est le nouveau défi de la lutte contre le sida.

VIH en France : chiffres en baisse, inquiétudes en hausse

En 2007, environ 134 000 personnes vivent avec le VIH dont 27 000 ont déclaré le sida. Environ 6 500 nouveaux cas de découverte de séropositivité, contre plus de 7 000 en 2006. Il ne faut cependant pas se réjouir trop vite. La France est, avec la Grande-Bretagne, le mauvais élève de l'Europe occidentale avec une recrudescence de comportements à risques : 40 000 personnes seraient séropositives sans le savoir ou ne veulent pas faire de test, et une personne sur deux apprend sa séropositivité au stade sida...
Une fois encore, Sidaction, dans son rôle de vigie sur le front du VIH, s'est fortement engagée auprès des associations pour répondre aux exigences du terrain. Partout dans l'Hexagone et dans les départements français d'Amérique (DFA), elle a augmenté l'enveloppe des fonds attribués avec, cette année, une volonté farouche de réduire le temps de la diffusion de l'appel d'offres et des appels à projets, et d'accélérer le reversement aux structures. Par ailleurs, elle s'est donnée les moyens d'assurer un meilleur suivi des projets en développant l'aspect méthodologique. Elle a ainsi poursuivi ses 3 missions phares dans le domaine de l'emploi, du milieu carcéral et des DFA en mettant aussi l'accent sur la prévention gay. Des priorités qui ont nécessité une mobilisation particulière : rencontres, formations, journées internationales, communications et actions.

Sidaction, "mode d'emploi" !

Pour sa mission "Emploi", l'année 2007 a été charnière à Sidaction, qui s'est investie sur trois priorités. D'abord, au niveau associatif, le nombre de structures inscrites dans le programme a augmenté. Deux nouvelles associations de droit commun, Oréa à Lyon et Vivre Émergence à Paris, non spécifiquement engagées contre le VIH, ont souhaité intégrer le dispositif. Cette ouverture permet de mettre en place un accompagnement complémentaire de celui des personnes suivies par les associations de lutte contre le sida. Aidées par ces organisations non estampillées "sida", les personnes recherchant un emploi auront, de fait, moins de risques d'être stigmatisées sur le marché du travail. Côté institutionnel, l'année s'est achevée par une rencontre importante, le 3 décembre, entre institutions, professionnels et personnes concernées sur le thème "VIH et emploi". Cette manifestation intégrée au Grenelle de l'insertion, - l'aboutissement de deux années de travail, a été une étape déterminante pour porter les questions liées au sida auprès d'administrations peu sensibilisées et peu informées. C'est aussi l'objectif de la troisième priorité : que des représentants d'entreprises s'engagent aux côtés de Sidaction afin que les personnes séropositives bénéficient d'un meilleur retour à l'emploi. Un partenariat avec les employeurs du Centre des Jeunes Dirigeants de la région Centre a ainsi été instauré dans lequel ils s'engagent à favoriser l'inclusion de séropositifs au sein de leurs entreprises. Une expérience innovante sur les représentations professionnelles face au sida a également été menée avec le Théâtre de l'Opprimé pour aider les participants à extérioriser leurs peurs. Sentiment irrationnel ayant la peau dure, la peur d'attraper le virus au contact d'une personne contaminée sur le lieu de travail est encore très présente chez nombre d'employeurs et de salariés ! L'objectif de la mission "Emploi" est de faire reculer l'exclusion des personnes séropositives dans la vie active, qui passe aussi par cette analyse : tant qu'on avance masqué, on ne fait pas reculer les tabous... Ces expériences pilotes en matière d'emploi devraient trouver leur rythme de croisière et se développer en 2008.

Vivre Émergence rime avec chance

Comment inclure le VIH dans son CV ? L'association Vivre Émergence, spécialiste de la formation et de l'accompagnement à l'emploi des travailleurs handicapés, a fait le choix de nommer un référent pour faire profiter de son expérience les personnes séropositives. Financé par la mission "Emploi" de Sidaction en 2007, il reçoit 4 demi-journées par semaine des personnes en provenance d'associations de lutte contre le sida préférant passer le relais à des professionnels. Ensemble, ils peuvent élaborer un parcours de retour à l'emploi : formation, stage, centre de rééducation professionnelle avant une recherche d'emploi classique. La personne séropositive se présente ensuite à son employeur avec une problématique générale de handicap. Cela lui permet de faire entendre ses contraintes médicales (diarrhées, fatigabilité, prise de médicaments, etc.) aux recruteurs sans révéler son statut sérologique. En effet, les employeurs semblent plus enclins à faire des efforts depuis que les sanctions de l'Agefiph sont mieux appliquées à l'encontre de ceux qui ne respectent pas le quota de 6 % de travailleurs handicapés par entreprise. Les candidats mettent d'abord en avant leurs compétences et signalent ensuite leurs restrictions fonctionnelles. En échange, l'employeur embauchant un salarié en CDI ou en CDD d'au moins un an, touche la prime à l'insertion de l'Agefiph. Un emploi gagnant-gagnant !

Sidaction, une clef en prison

Face à l'épineux problème des prisons françaises, surchargées et avec une proportion de personnes séropositives ou atteintes d'une hépatite bien plus élevée qu'à l'extérieur, Sidaction s'est mobilisée afin que l'administration pénitentiaire ouvre davantage ses portes. Depuis 2004, la mission "Milieu Carcéral" apporte un appui méthodologique et financier aux associations afin qu'elles développent des programmes en lien avec la prison. Cette année, 12 structures ont pu porter 15 projets (contre 9 dans 5 associations en 2006) : Migration Santé à Paris, Act Up-Paris, l'Observatoire International des Prisons, Sida Paroles à Colombes, le PASST à Paris, la Case de Santé à Toulouse, l'Assamede à Paris, Sida Info Service à Paris, Nice et en Guyane, l'Accés à Marseille et la Société d'Hépato gastroentérologie de Catalogne Roussillon à Perpignan.

Sidaction a mis en place un parcours de qualité délimitant un cadre juridique, organisationnel, éthique et déontologique des actions à mener en prison. La mission intervient très en amont, en conseillant, orientant et favorisant l'accès des associations au milieu carcéral. En contre partie, leur adhésion à la "Charte de qualité Prison" co-signée par Sidaction et la DAP (Direction de l'administration pénitentiaire) est une garantie pour les autres financeurs. Un module de formation-action a été créé. Il propose une méthodologie aux associations dans la gestion de projets, et permet de renforcer les synergies interassociatives pour une prise en charge complémentaire des personnes et de leur famille, en prison et à l'extérieur.
Par ailleurs, le groupe expert "Prison" composé de représentants de l'ensemble des acteurs du milieu carcéral (UCSA, SPIP, SMPR, personnels de justice, associations, Éducation nationale, représentants de prisonniers...) favorise la vision globale des problèmes et accompagne la mission dans ses objectifs : soutien aux associations, veille et plaidoyer. Une Journée nationale Prison, organisée par Sidaction, s'est tenue le 22 juin 2007 à Paris sur le "Suivi médico-social des personnes atteintes d'une infection à VIH et/ou d'une hépatite virale sortant de prison". Un guide a été conçu suite aux réflexions menées par 3 ateliers, le SPIP (Services pénitentiaires d'insertion et de probation), les UCSA (Unités de consultations et de soins ambulatoires) et les associations pour améliorer la prise en charge des personnes séropositives détenues, pendant et après leur détention. Un travail de coordination des projets a également été fait dans différentes régions avec les Groupements Régionaux de Santé Publique et les Directions Régionales des Services Pénitentiaires.

La question carcérale est transversale !

Le travail sur la prison s'organise autour d'un partenariat entre les différentes missions et programmes de Sidaction. La mission "jeunes" a conduit une action de prévention auprès de jeunes adultes et de mineurs incarcérés via des DVD, CDROM ou des quizzs. Sidaction a organisé la rencontre d'un grand nombre d'acteurs du milieu carcéral dans les Antilles françaises, priorité des missions "DFA" et "Milieu Carcéral" car la Guyane est la région pénitentiaire la plus touchée par le sida en France... Les Corevih ont intégré des représentants de la prison pour créer un axe fort de collaboration avec la mission "Milieu Carcéral". Seule, la question de l'emploi des détenus sortants butte sur la rareté des projets associatifs dans ce domaine. Concernant les Programmes scientifiques, un groupe de travail s'est constitué pour associer sa mission "Sciences sociales" à celle du "Milieu Carcéral" sur les questions de recherche en prison. Au niveau des Programmes internationaux, un travail sur le VIH en prison dans certains pays en développement a été amorcé avec un pôle appelé "POPEX" (Populations Exclues) ciblant, entre autres, les publics pénitentiaires. Il devrait renforcer la collaboration entre les deux programmes et engendrer l'échange d'expériences entre associations françaises et étrangères.

Un guide "dedans-dehors"

Depuis 1999, l'association d'Hépato gastroentérologie à Perpignan, qui compte une douzaine de membres, soutient les patients confrontés aux hépatites virales, notamment en milieu carcéral. Après avoir créé un annuaire des ressources médicales et sociales à destination des détenus et des professionnels, l'association a demandé en 2007 le soutien de Sidaction pour réaliser un guide pratique sur le thème "Que faire en sortant de prison ?". Grâce à une aide de 23 000 euros, cet ouvrage donnera autant d'informations utiles aux associations qu'aux détenus et à leurs familles pour envisager l'avenir : liste de contacts, fiches pratiques sur les démarches administratives, etc. Sidaction a aussi permis de financer une journée de formation sur le thème : "Le post carcéral" afin d'offrir un meilleur lien entre le dedans et le dehors.

Sidaction, les DFA en première ligne

La mission DFA (départements français d'Amérique, c'est à dire la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique), créée en 2004, a voulu pallier la faible structuration des associations de lutte contre le sida dans ces départements. En effet, trop peu de demandes de financement parvenaient à Sidaction au regard de l'importance de l'épidémie. 6 objectifs principaux sont poursuivis : renforcer le soutien aux associations, former des intervenants pour partager les compétences entre la métropole et le local, aider au développement d'actions (dépistage, aides aux malades, prévention...), constituer un réseau associatif solide et actif, contribuer à une politique de partenariat entre associations locales, régionales, nationales et internationales et, enfin, accompagner les projets retenus. En 2007, 14 associations ont été financées pour un montant de 294 545 euros (10 associations avaient reçu 195 000 euros en 2006).

Suite au séminaire inter associatif Caribéen de Saint-Martin en octobre 2006, des liens entre les différents acteurs de lutte contre le sida dans les DFA ont permis de débuter des projets dès 2007. Sidaction a soutenu, entre autres, la prévention auprès des travailleur(e)s du sexe et a apporté un soutien méthodologique nécessaire pour renforcer les capacités d'intervention : mise en réseau avec des structures similaires de métropole et dans les Caraïbes, échanges d'expérience, formation... Un projet de coopération régionale entre des associations guadeloupéennes, martiniquaises, guyanaises et dominicaines a débuté.
Face à la forte stigmatisation des personnes séropositives dans les DFA, les associations communautaires ont besoin de temps pour se structurer, se faire connaître et proposer des actions. Sidaction a commencé à en soutenir certaines : Gwada-Univers en Guadeloupe ou AMVIE en Martinique. Des relations privilégiées naissent avec des partenaires pour faciliter leur développement : Act Up-Paris, Aides (en métropole et dans les DFA), ou la plate-forme des associations haïtiennes de personnes vivant avec le VIH et CRN+.

Au plus près des personnes

Pour beaucoup d'acteurs de la lutte contre le sida, les DFA sont davantage un lieu de passage que d'ancrage. Le *turn-over* des associatifs, ajouté à la précarité de beaucoup de personnes séropositives qui vivent pour la plupart dans le secret pour éviter la "mort sociale", complique la tâche de leur prise en charge et de leur accompagnement.
Pour les femmes, Sidaction a financé 2 programmes du Mouvement français pour le planning familial. Il s'agit d'une formation à l'animation de groupes de parole sur la réduction des risques sexuels au féminin. Cette action concertée a également permis la participation de femmes séropositives des DFA aux Etats généraux "Femmes et VIH : 1997-2007, où en sommes-nous 10 ans après ?" qui se sont tenus à Paris, les 30 novembre et 1er décembre 2007. L'occasion de faire le point sur les connaissances médicales actuelles, la place des femmes dans la recherche, les nouveaux outils de prévention, la sexualité et d'élaborer des recommandations spécifiques.
Concernant les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes et la forte discrimination dont ils sont victimes, le nombre d'associations travaillant sur cette question est faible dans les DFA. Il est pourtant primordial d'encourager les actions d'information, de prévention, d'écoute, d'accès aux droits et aux soins destinées à ce public particulièrement touché. En 2007, l'association Rainbow Gwada s'est ainsi créée en Guadeloupe.
La question des migrants dans les DFA est récurrente : en Guadeloupe et à Saint-Martin, ils sont originaires d'Haïti ou de la République Dominicaine ; en Guyane, d'Haïti, du Suriname, du Guyana et du Brésil. Plusieurs associations les aident comme l'Union de la communauté haïtienne et l'Association de soutien aux familles de malades et de formations en Guyane ou l'association Latinos Unidos (Actions de prévention auprès de la communauté de la République Dominicaine) en Martinique. Ces structures doivent travailler sur le plan inter départemental et régional pour gagner en cohérence et renforcer leurs actions.

Enfin, la mission Corevih a œuvré en étroite collaboration avec la mission DFA pour favoriser la mise en place de ces structures dans les 3 départements. Des contacts réguliers avec les acteurs locaux ont facilité ce travail et ont permis aux associations, notamment celles qui représentent les usagers, de siéger aux Conseils d'Administration de la nouvelle instance. Le rapprochement des deux missions se poursuivra, notamment à travers l'organisation d'inter Corevih pour permettre aux associations de lutte contre le sida des DFA de se rencontrer et de pallier ainsi une réelle difficulté dans ces départements.

Du côté des Corevih

Fin 2007, les 28 Coordinations régionales de lutte contre le VIH (Corevih) ont remplacé les Centres d'information et de soins de l'immunodéficience humaine (Cisih), créés en 1988. Leurs nouvelles compétences sont élargies à la prévention, au dépistage ou à l'aide aux malades et elles proposent un lien nouveau entre les acteurs de la prise en charge hospitalière et ceux du secteur extra hospitalier et une place de choix aux représentants de malades issus des associations de lutte contre le sida. Les Corevih ont aussi pour mission d'analyser des enquêtes produites par leurs partenaires pour améliorer les pratiques professionnelles.
Après une année 2006 consacrée à informer les futurs acteurs des Corevih, 2007 a permis à Sidaction de poursuivre son soutien pédagogique et financier commencé dès novembre 2005. Avec deux objectifs : favoriser le dialogue inter associatif dans chaque région pour élaborer une liste de représentants de malades et permettre aux associations locales de faire partie des Corevih, y compris celles issues du monde migrant, des travailleurs du sexe et des usagers de drogues. Une quinzaine de réunions d'information et de formation ont eu lieu dans 13 régions, dont les départements français d'Amérique. Sidaction a favorisé l'élaboration de listes inter associatives dans plus de la moitié des Corevih notamment en Ile-de-France et en PACA, deux régions regroupant la majorité des personnes séropositives. La mobilisation d'Act Up-Paris, Aides et Sidaction, aura permis à 15 associations d'établir des listes de représentants pour les 5 Corevih franciliens. Cette démarche encouragée par les autorités locales de Santé comme la DRASSIF a permis de réunir 80 futurs représentants de malades à la Mairie de Paris et autant à l'Assemblée nationale.
Sidaction a souhaité apporter son expertise technique à une trentaine d'associations pour rédiger le dossier de demande d'agrément préalable à la nomination de leurs membres dans les Corevih. Elle a également diffusé dans des réunions scientifiques des documents d'information mettant en valeur le rôle des représentants des associations et la perspective d'une nouvelle collaboration entre soignants et malades. En octobre, des bourses ont permis à une cinquantaine de représentants de malades de faire entendre leur voix et de participer aux travaux du congrès annuel de la Société française de lutte contre le sida, regroupant des médecins, des soignants et des acteurs de l'action sociale. En 2007, près d'un quart des membres des Corevih sont des représentants de malades d'une quarantaine d'associations, dont 80 % aux actions locales et ils sont 17 vice-présidents sur 28 élus dans les Corevih.

Prévention gay et tests rapides, une priorité

Le signal avait été lancé : 2007 serait l'année du renforcement du soutien de Sidaction aux actions de prévention en direction des homosexuels. Pour ce faire, le Conseil d'administration a débloqué une enveloppe de 220 000 euros pour soutenir la mise en place de programmes de terrain. Des réunions de concertation avec le milieu associatif ont précédé la mise en place d'un appel à projets spécifique. Les associations ont été invitées avant le 5 octobre 2007 à déposer leurs demandes de financement. La capacité à aller au-devant des personnes et l'innovation de l'action ont été les critères retenus pour valider les projets : prévention sur les lieux de rencontre ou sur Internet, dépistage, promotion du traitement d'urgence, soutien en groupe ou en entretien individuel, sensibilisation des personnels de santé aux modes de vie gay ont été retenus comme axes prioritaires. Avant cet appel à projets, des programmes de prévention et de soutien aux gays séropositifs étaient financés dans le cadre de l'appel d'offres associatif ou des partenariats de Sidaction, sans qu'ils fassent l'objet d'une enveloppe dédiée. Deux journées de travail, les 13 et 15 juin 2007, co-organisées par Actis, à Saint Etienne, et le Kiosque, à Paris, regroupant une trentaine d'intervenants de la lutte contre le sida et de la communauté gay, ont précédé la rédaction de cet appel. Peu d'associations gays ont répondu "présent".
Parmi les projets déposés, les plus innovants comprennent des interventions de dépistage hors les murs à l'aide de tests rapides. En organisant, en novembre, une journée internationale de travail sur la question, Sidaction soutien la mise en place de ces tests rapides recommandés fin 2006 par le Conseil national du sida. La France, jusque-là, était rétive à cette pratique. Sans préjuger des modifications réglementaires à venir concernant l'usage de ces tests, on peut raisonnablement penser qu'ils feront bientôt partie des outils de dépistage. Ces tests rapides ne permettront pas de connaître son statut sérologique plus vite, puisqu'il faudra respecter le délai de trois mois après une prise de risque pour une fiabilité à 100 %, mais le temps d'attente du résultat sera réduit à environ 15 minutes. Il pourra être délivré ailleurs que dans le réseau médical ou de dépistage traditionnel. L'objectif reste de sensibiliser différemment les homosexuels au VIH. Peut-être faudrait-il davantage parler de plaisir et de sexualité plutôt que de maladie et de virus ? Il est certain que si on facilite l'accès au dépistage, ceux qui prennent des risques seront plus tentés de savoir où ils en sont. Reste à savoir si cela changera leurs comportements... En outre, cela permettra de dépister plus précocément nombre de personnes qui apprendraient sinon leur séropositivité au stade sida.

Associations partenaires

Nom Association	Région
SID'ARMOR	Bretagne
ALIS 36	Centre
ASUD LOIRET	Centre
RÉSEAU VILLE HÔPITAL 45	Centre
RIVE	DOM TOM
ACT UP PARIS	Ile-de-France
ACTIONS TRAITEMENTS	Ile-de-France
AERI (ATELIERS EXPERIENCE REDYNAMISATION ET INSERTION)	Ile-de-France
BASILIADE	Ile-de-France
BONDEKO	Ile-de-France
CHARONNE	Ile-de-France
COMEDE	Ile-de-France
DESSINE MOI UN MOUTON	Ile-de-France
DIAGONALE ÎLE-DE-FRANCE	Ile-de-France
ESPOIR GOUTTE D'OR	Ile-de-France
IKAMBERE LA MAISON ACCUEILLANTE	Ile-de-France
LA CONTREMARQUE	Ile-de-France
LA MARMITE	Ile-de-France
LE KIOSQUE INFOS SIDA ET TOXICOMANIE	Ile-de-France
MEDECINS D'AFRIQUE/EUROPE	Ile-de-France
PRÉVENTION ACTION SANTÉ TRAVAIL POUR LES TRANSGENRES	Ile-de-France
URACA (UNITÉ DE RÉFLEXION ET D'ACTION DES COMMUNAUTÉS AFRICAINES)	Ile-de-France
ARAP. RUBIS	Languedoc-Roussillon
ASUD NÎMES	Languedoc-Roussillon
ENVIE	Languedoc-Roussillon
LA TREV'	Languedoc-Roussillon
REDUIRE LES RISQUES	Languedoc-Roussillon
ACT UP-TOULOUSE	Midi-Pyrénées
GRISÉLIDIS	Midi-Pyrénées
LA CLEF	Midi-Pyrénées
ACT UP PARIS	National
ASUD	National
GROUPE INTER ASSOCIATIF TRT-5	National
MÉDECINS DU MONDE	National
SOS HABITAT ET SOINS (dont Arcat et Arbor)	National
ADIS	Nord-Pas-de-Calais
ACTION POUR LA CITOYENNETÉ ET L'EDUCATION À LA SANTÉ - ACCES	PACA
ASUD MARS SAY YEAH	PACA
AUTRES REGARDS	PACA
LE TIPI	PACA
ACTIS	Rhône-Alpes
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA (ALS)	Rhône-Alpes
CABIRIA	Rhône-Alpes
ENTR'AIDS	Rhône-Alpes
FRISSE	Rhône-Alpes
RUPTURES	Rhône-Alpes
TEMPO	Rhône-Alpes

Associations soutenues dans le cadre de l'appel d'offres 2007

Nom Association	Région
MIGRATIONS SANTÉ ALSACE	Alsace
CACIS	Aquitaine
GAPS	Aquitaine
IPPO (INFORMATION PREVENTION PROXIMITE ORIENTATION)	Aquitaine
MANA	Aquitaine
SID'AVENIR	Aquitaine
SID'ACCUEIL BASSE-NORMANDIE	Basse-Normandie
CENTRE INTER CULTUREL FRANCO MAGHRÉBIN	Bourgogne
RÉSONANCE	Bretagne
A DOMICILE 45	Centre
MFPF 37	Centre
ARPS	DOM TOM
AREMEDIA	Ile-de-France
ASEDOS	Ile-de-France
ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET DE L'INTÉGRATION	Ile-de-France
ASSOCIATION DES FEMMES MÉDIATRICES SOCIALES ET CULTURELLES DE PANTIN	Ile-de-France
ASSOCIATION DES TUNISIENS EN FRANCE	Ile-de-France
ASSOCIATION RÉSEAU DE SOINS 92	Ile-de-France
CENTRE GAI ET LESBIEN	Ile-de-France
ELLE EPHEMERE	Ile-de-France
FEDERATION REGIONALE ILE DE FRANCE DU MFPF	Ile-de-France
FONDATION LA MAISON DES CHAMPS - ALTERNATHIV	Ile-de-France
HAÏTI DEVELOPPEMENT	Ile-de-France
HORIZONS	Ile-de-France
INITIATIVES	Ile-de-France
LA RÉSILIENCE	Ile-de-France
LES AMIS DU BUS DES FEMMES	Ile-de-France
MIGAS - MIGRATION ACCUEIL SANTE	Ile-de-France
MIGRATIONS SANTÉ	Ile-de-France
LA CASE DE SANTE	Midi-Pyrénées
SEPIA	Midi-Pyrénées
ACTIF SANTÉ	National
FEDERATION NATIONALE DES HEBERGEMENTS VIH	National
SOL EN SI	National
SOS DROGUE INTERNATIONAL	National
GROUPEMENT DE PRÉVENTION ET D'ACCUEIL LILLOIS	Nord-Pas-de-Calais
LES SOEURS DE LA PERPETUELLE INDULGENCE - COUVENT DE PANAME	Nord-Pas-de-Calais
ACTION SANTÉ ALTERNATIVE	PACA
AFRISANTE	PACA
ASFCF (ACTION DE SOLIDARITÉ FRANCO-COMORIENNE EN FRANCE)	PACA

Associations soutenues dans le cadre de l'appel d'offres 2007 (suite)

Nom Association	Région
L'EGALITÉ, LIBERTÉ, FRATERNITÉ (L'ELF)	PACA
LO TIPI LA CIUTAT	PACA
RÉSEAU SANTÉ MARSEILLE SUD	PACA
RÉSEAU SANTÉ PROVENCE	PACA
ASSOCIATION FRANCO MAGHREBINE DU RHONE	Rhône-Alpes
CONTACT LYON	Rhône-Alpes
KEEP SMILING	Rhône-Alpes

Aides exceptionnelles 2007

Nom Association	Région
ASUD LOIRET	Centre
MFPF-CONFÉDÉRATION	Ile-de-France
LA RÉSILIENCE	Ile-de-France
ENVIE	Languedoc Roussillon
ACT UP-TOULOUSE	Midi pyrénées
NOUVELLE OUVERTURE VERS L'AVENIR - NOVA	Rhône-Alpes
FRISSE	Rhône-Alpes

Associations soutenues dans le cadre de l'Appel à Projets DFA

Nom Association	Lieu d'implantation de l'action
MFPF-CONFÉDÉRATION	Guadeloupe
ASSOCIATION RÉSEAU VILLE-HOPITAL GUADELOUPE	Guadeloupe
COMITE GUADELOUPEEN D'EDUCATION POUR LA SANTE - COGES	Guadeloupe
FORCES	Guadeloupe
AGOUTI	Guadeloupe
ENTRAIDE GWADLOUP'	Guadeloupe
CHRÉTIENS ET SIDA	Guadeloupe - Guyane - Martinique
MÉDECINS DU MONDE	Guyane
CFAES-L'ARBRE FROMAGER	Guyane
UNION DE LA COMMUNAUTÉ HAÏTIENNE DE GUYANE	Guyane
RÉSEAU MATOUTOU	Guyane
ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX FAMILLES DES MALADES ET DE FORMATIONS	Guyane
ENTR'AIDES GUYANE	Guyane
A.D.S.S.U.K ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA SOLIDARITÉ URBAINE DE KOUROU	Guyane

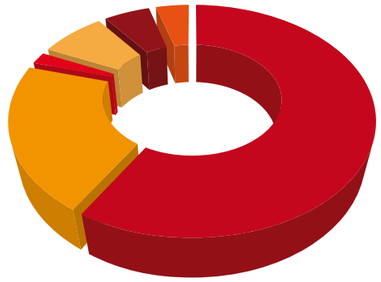
Associations soutenues dans le cadre de l'Appel à Projets Milieu Carcéral

Nom Association	Région
SIDA INFO SERVICE	Guyane
SIDA PAROLES	Ile-de-France
MIGRATIONS SANTÉ	Ile-de-France
SIDA INFO SERVICE	Ile-de-France
ASSOCIATION SANTE, MEDIATION ET DEVELOPPEMENT- ASSAMEDE	Ile-de-France
PRÉVENTION ACTION SANTÉ TRAVAIL POUR LES TRANSGENRES	Ile-de-France
LA CASE DE SANTE	Midi-Pyrénées
OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS - SECTION FRANÇAISE	National
ACT UP PARIS	National
SOCIETE D'HEPATO-GASTROENTEROLOGIE DE CATALOGNE ROUSSILLON	National
ACTION POUR LA CITOYENNETÉ ET L'EDUCATION À LA SANTÉ - ACCES	PACA
SIDA INFO SERVICE	PACA

Associations soutenues dans le cadre de l'Appel à Projets Mission Emploi

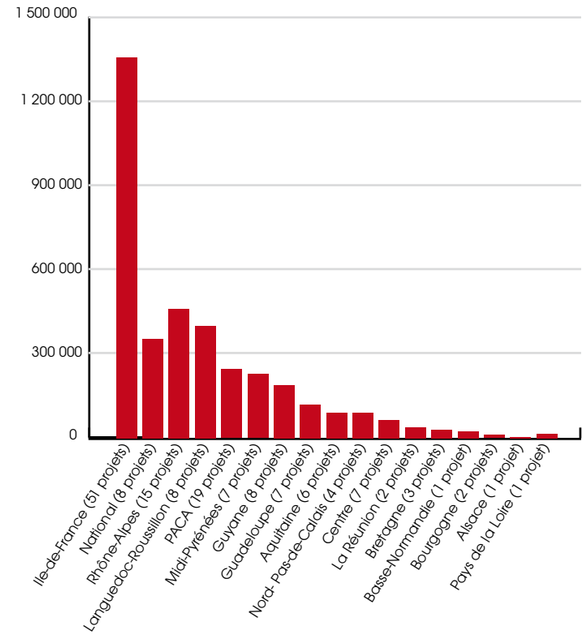
Nom Association	Région
RÉSONANCE	Bretagne
RÉSEAU VILLE HÔPITAL 45	Centre
SOS INSERTION ALTERNATIVE / ENVOL	Ile-de-France
EMERGENCE 75	Ile-de-France
CIRQUE ET PARTAGES	Ile-de-France
LA MAIN FINE	Ile-de-France
LE TIPI	PACA
LIRE LA VILLE	PACA
OREA - MAISON DE L'EMPLOI -	Rhône-Alpes

Répartition des financements par Appels d'Offres



Partenaires	2 178 207 €	53 projets
Appel d'Offres	777 389 €	55 projets
Aides exceptionnelles	89 560 €	7 projets
DFA	294 300 €	14 projets
Mission Carcéral	211 386 €	12 projets
Mission Emploi	164 409 €	9 projets

Répartition des financements par région



"Pour la vie" : le programme de prévention jeunes de Sidaction

Face au constat alarmant des contaminations parmi les jeunes - qui représentent plus de 10% des nouvelles contaminations en France – Sidaction poursuit son engagement au travers de l'opération "Pour la vie". Ce programme national de prévention jeunes crée et diffuse gratuitement des outils d'information, de sensibilisation et de prévention du VIH auprès des jeunes de 15 à 24 ans. Réfléchir sur la prévention, acquérir des connaissances sur le VIH/sida et les infections sexuellement transmissibles, libérer une parole autour de la prise de risques, tels sont les objectifs majeurs de cette opération. Ce programme permet aussi de créer un mouvement de solidarité autour des personnes touchées et de lutter contre les idées reçues, les préjugés et les discriminations.

En 2007, suite à l'évaluation des deux premières années du programme et à la demande des intervenants et des jeunes, le dispositif multimédia "Pour la vie" a été enrichi de nombreux outils :

- Le manuel de l'opération "Pour la vie" conseille le personnel éducatif et associatif sur l'utilisation des outils de l'opération et l'organisation d'un projet de prévention sur le VIH/sida.
- Les trois spots vidéo "Pour la vie" déclinent tous les possibles en termes de prise de risques (http://www.sidaction. org/pourlavie/outils-pour-la-vie).
- Le site Internet "Le sida et les jeunes" a été enrichi d'une partie vidéo et d'une partie jeux ; le blog "Génération capote" actualisé quotidiennement.

Ces nouveaux outils ont été diffusés en octobre 2007 à l'ensemble des partenaires et à un public élargi, soit environ 19 000 structures. Il a notamment été envoyé pour la première fois dans les 7 000 collèges de France, à destination des classes de 3e. Un travail a été par ailleurs commencé auprès de jeunes publics prioritaires, notamment dans le milieu carcéral.

L'opération a également été présente dans de nombreuses manifestations :
Lors du 1er décembre, un grand quizz concours "Le sida et toi", en collaboration avec MSN, Fun Radio et EMI, a été développé sur le site Internet "Le sida et les jeunes".
Un sondage a été mené en lien avec MSN sur "Les jeunes face au sida". Des duos de personnalités et de personnes vivant avec le VIH se sont déplacés dans des établissements scolaires. La mission a été aussi présente dans de nombreux salons et a ainsi accueilli près de 2 000 jeunes et des intervenants de prévention sur son stand d'information au Salon de l'étudiant et Salon de l'éducation.

En 2007, Sidaction a soutenu une centaine de projets dans 29 pays en développement avec un budget de 3 millions d'euros.

Eric Fleutelot, directeur des programmes internationaux.

"Quand 1 personne est mise sous traitement, 4 se contaminent."

Quel bilan 2007 faites-vous de la lutte contre le sida au niveau international ?

Ce fut une année particulièrement intense, mais les coups portés à notre combat semblent avoir été plus forts qu'auparavant. C'est la première fois qu'on ne peut plus se satisfaire des progrès accomplis. La révision des données épidémiologiques par l'Onusida et l'OMS - ramenées à 33,2 millions de personnes séropositives dans le monde - va avoir des répercussions dommageables. La mobilisation financière risque de se tarir, et ici ou là, on constate déjà une baisse des crédits accordés. Les pays les plus riches, dont la France, second donateur du Fonds mondial, vont mettre de moins en moins la main à la poche. Pourtant, lorsqu'une nouvelle personne est mise sous traitement, quatre se contaminent… Par ailleurs, au Nord comme au Sud, la criminalisation de la transmission du VIH gagne du terrain. Au Burkina Faso ou au Niger, la confidentialité sur la séropositivité est remise en cause au nom de la défense des personnes séropositives… et pourtant, l'exclusion des personnes séropositives est renforcée ! Enfin, si de grands progrès ont été réalisés au niveau de l'accès aux soins, il reste beaucoup à faire concernant les droits des séropositifs, notamment pouvoir travailler et circuler librement.

Les dons ont-ils permis de concrétiser tous les projets ?

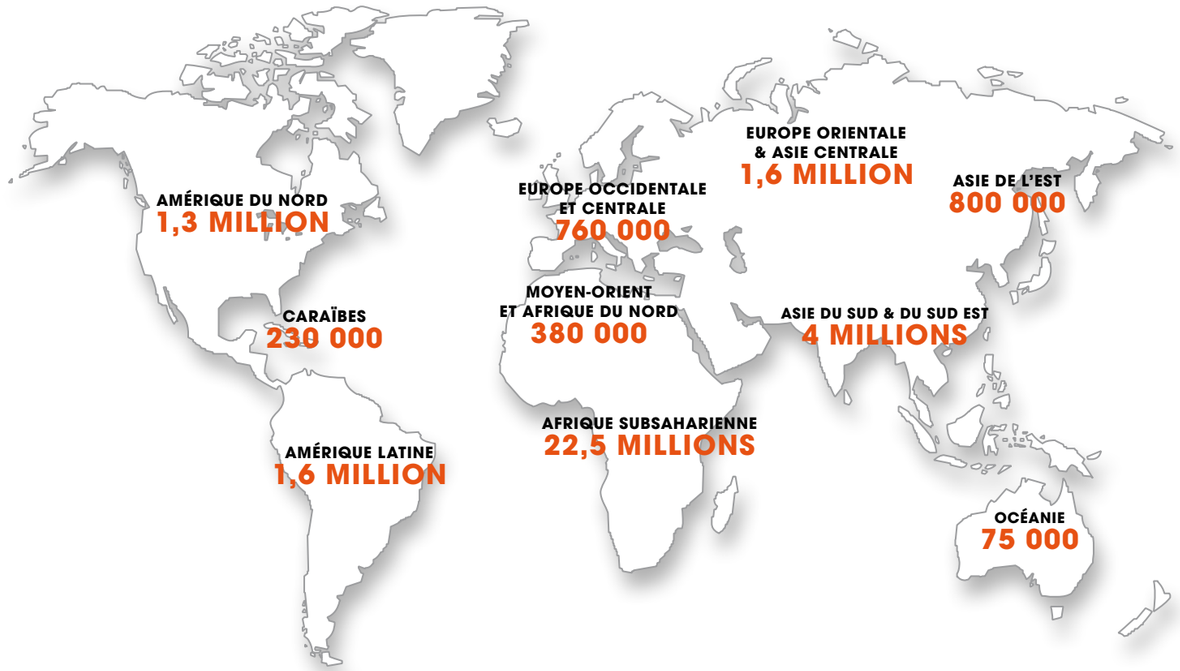
Notre budget 2007 s'est élevé à environ 3 millions d'euros. Ce n'est pas suffisant. La contrainte financière nous oblige à faire des choix. Mais si l'argent est le nerf de la guerre, ce n'en est pas moins vrai pour les ressources humaines… Il est parfois très difficile de trouver un médecin dans certains pays. Nous avons aidé à la formation de 400 professionnels de santé, mais cela est très peu à l'échelle du monde. Chaque année, on va un peu plus loin. Des partenariats se nouent avec de nouveaux pays, comme le Congo et nous projetons de travailler d'avantage avec l'Afrique centrale et l'Europe orientale.

Quels sont les grands chantiers qui ont émergé ?

La montée en puissance de projets en dehors du continent africain est en marche. En Europe de l'Est, nous soutenons des associations de plus en plus implantées en prison ; en Asie, nous avons signé une convention de trois ans avec une association népalaise, Nava Kiran Plus qui travaille avec les usagers de drogues. Il s'agit de les convaincre de se faire dépister et de les intégrer dans un circuit de soins. 200 usagers ont été approchés et 30 bénéficient déjà d'un traitement.
En Afrique, des programmes destinés aux enfants séropositifs débutés en 2006 se développent avec la création de groupes de parole. Des missions d'aides pour les minorités sexuelles doivent se mettre en place partout où elles sont oubliées, discriminées, voire persécutées, comme en Europe de l'Est ou en Afrique. Il existe beaucoup de zones de non-droits… Sidaction est toujours un bailleur de fonds, mais nous devons aussi assurer un accompagnement sur le terrain. Notre rôle est d'en mesurer la complexité, de trouver les bonnes personnes, les conseiller ou les convaincre.

Des problèmes persistent-ils malgré les efforts déployés ?

Nous avons des problèmes récurrents d'approvisionnement en médicaments, ce qui est anormal. Malheureusement la corruption dans certains pays est, elle, en pleine forme…



Nombre d'enfants et d'adultes vivant avec le VIH

(source : Onusida 2007)

Faire plus et mieux, oui, mais comment ?

D'abord, grâce aux donateurs de Sidaction, qui nous donnent les moyens d'agir ! Notre budget a augmenté de 15 % et nous a permis d'accueillir en 2007 une nouvelle personne dans l'équipe. Nous sommes aujourd'hui 7 salariés dont la raison d'être est de rester au service de nos partenaires. Notre nouveau défi est que Sidaction devienne d'ici trois ans une ONG internationale. Son modèle de collecte et de distribution est transposable puisqu'il existe avec succès au Maroc et bientôt peut-être dans un autre pays d'Europe. Le Mali se dit, lui aussi, intéressé. Nous tenons à ce que la réflexion émane du terrain et que nos efforts s'associent toujours à ceux des populations locales.

Épidémie dite "stabilisée", Sidaction plus que jamais mobilisée

Sur le front du VIH/sida, se méfier des fausses bonnes nouvelles est la condition *sine qua non* pour ne pas baisser la garde face à un fléau qui demeure une des principales causes de décès dans le monde. En décembre 2007, le rapport de l'Onusida note une "stabilisation" de l'épidémie : en effet, l'organisation internationale en partenariat avec l'OMS a modifié son mode de calcul et revu à la baisse son estimation du nombre de personnes vivant avec le virus du sida dans le monde.
En 2006, on estimait à 40 millions le nombre de séropositifs. En 2007, ce chiffre est ramené à 33,2 millions. Rétroactivement, en appliquant ces nouveaux calculs, on évalue désormais à 32,7 millions les personnes qui vivaient avec le VIH en 2006. Cette différence de données provient essentiellement de "corrections" effectuées dans six pays : l'Angola, l'Inde, le Kenya, le Mozambique, le Nigeria et le Zimbabwe. En Inde, les nouvelles méthodes de collecte d'informations sont spectaculaires : le nombre de personnes infectées initialement prévu à 5,7 millions est tombé à 2,5 millions. En Afrique, on compte 1,7 million de nouvelles contaminations. C'est la première fois depuis le début de l'épidémie qu'on enregistre une baisse sur le continent, notamment dans certains pays : Botswana, Tchad, Togo, Malawi, Zambie ou Cameroun.
Néanmoins la réalité des chiffres ne doit pas en masquer une autre : on ne cesse de se contaminer et de mourir du

sida partout dans le monde, avec dans certaines zones, une augmentation du nombre de personnes séropositives : en Europe occidentale (surtout en France et au Royaume-Uni), en Europe centrale et en Asie de l'Est. En 2007, chaque jour sur la planète, 6 800 personnes ont été dépistées positives au VIH et 5 700 autres sont mortes du sida. Au total, 2,5 millions de nouvelles contaminations et 2,1 millions de morts en une seule année ! Le sida reste en Afrique la première cause de mortalité et avec ses 22,5 millions de personnes touchées, le continent totalise 68 % de l'épidémie mondiale et 76 % des décès. Des pays voient même le virus se propager davantage, comme c'est le cas au Burundi. Parce que le sida touche principalement les personnes âgées entre 20 et 40 ans - et notamment les jeunes femmes - l'impact social, économique et culturel de la pandémie sur le continent africain est considérable. Avec un recul de 30 ans d'espérance de vie dans les pays les plus touchés d'Afrique australe, la progression démographique de l'Afrique est stoppée, hypothéquant gravement sa croissance économique. Les Caraïbes sont la seconde région du monde la plus affectée, avec 1 % de la population séropositive.

Le nombre de malades continue à augmenter. L'accès favorisé aux traitements anti-VIH améliore l'espérance de vie, mais on continue toujours à contracter le virus du sida aux quatre coins du monde.

Répondre aux besoins du terrain

L'autre danger des chiffres est leur possible conséquence financière. Face à cette stabilisation relative, le relâchement des moyens accordés au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme par les pays riches est un risque. En tant que bailleur de fonds, Sidaction, aux côtés de ses partenaires, a soutenu en 2007 une centaine de projets dans 29 pays, oeuvrant depuis toujours à faire remonter la réalité et les besoins du terrain aux pouvoirs publics. Ainsi, 43 organisations ont été épaulées financièrement en Afrique, 7 en Asie et autant dans l'Union européenne, 5 en Europe de l'Est et 4 en Amérique Latine. L'équipe des programmes internationaux a effectué 34 missions de terrain au cours de l'année 2007 pour assurer principalement un appui technique ainsi qu'un suivi et une évaluation de ces projets dans les pays en développement.

Malgré les fonds dévolus à la lutte contre ce fléau, des millions de malades dans le monde n'ont toujours pas accès aux soins. La précarité des systèmes de santé, le manque de médecins et de personnels soignants constituent autant de freins à la prise en charge médicale des personnes touchées. Dans nombre de pays du Sud, il y a un besoin urgent d'infirmières et de médecins. Face à leurs déplorables conditions de travail, beaucoup d'entre eux s'expatrient ou recherchent un autre emploi. Au Malawi, par exemple, près d'un million de personnes vivent avec le VIH alors que le pays ne compte que 2 médecins et 59 infirmières par 100 000 habitants ! Lorsque le pays a voulu étendre l'accès aux traitements pour les personnes touchées, il n'a pu le faire, faute de ressources humaines... Depuis longtemps, Sidaction s'est engagée dans cette voie en contribuant à la prise en charge financière des salaires des membres des équipes associatives et des formations à destination des professionnels de santé ou du domaine du psychosocial. Depuis 2005, Sidaction a soutenu la création d'une unité de formation permettant d'apporter un appui technique à l'élaboration et à la réalisation des formations mises en œuvre par ses partenaires ou d'en réaliser certaines directement. En novembre 2007, Florence Thune, chargée de l'unité de formation a participé au Burkina Faso au "Premier atelier régional des formateurs en matière de VIH/sida en Afrique francophone" dont l'un des objectifs est de coordonner l'offre de formation proposée par plusieurs universités africaines réparties dans 7 pays francophones.

Sidaction, une aide matérielle

Rares sont les bailleurs qui acceptent de financer des frais de fonctionnement ou des locaux d'associations. Pourtant, les conditions de travail de ces acteurs de terrain sont un prérequis pour bien accueillir les personnes en difficulté et agir efficacement dans la lutte contre le sida. Depuis longtemps, les programmes internationaux de Sidaction se sont engagés à soutenir les frais de structure des partenaires. De très nombreuses associations ont ainsi bénéficié de ce soutien financier en 2007 et certains ont même reçu des aides exceptionnelles afin de construire des locaux ou de réaliser des travaux d'aménagement pour la mise en place de nouvelles activités. L'association malienne Kenedougou Solidarité a pu réhabiliter son local qui regroupe désormais les services administratifs et le centre de prise en charge des personnes séropositives. L'installation électrique, la plomberie, le réseau téléphonique, Internet ont pu voir le jour grâce au soutien de Sidaction. Depuis plus de dix ans, avec l'Appel d'offres International, Sidaction met à disposition du monde communautaire une ressource financière importante, en augmentation depuis quatre ans. En 2007, 1,2 million d'euros ont été investis pour l'aide structurelle ou à destination directement des malades.

Médicaments "mal traités", le remède Sidaction

L'approvisionnement et la gestion des médicaments dans les pays du Sud restent problématiques. Depuis 2005, Sidaction a lancé un appui technique pour le personnel des pharmacies associatives, renforcé en 2007. 8 missions de terrain ont été menées par le Dr Julie Langlois, pharmacienne. Un diagnostic personnalisé est établi pour répondre aux besoins et améliorer les capacités : réaménagement de local, stockage des médicaments, accueil des patients, respect de la confidentialité... En janvier, la pharmacie de l'association Ruban Rouge à Abidjan (Côte d'Ivoire) a profité de ce dispositif. Sensibiliser le personnel à une gestion rigoureuse des stocks peut éviter leur rupture, notamment grâce à leur informatisation. 4 pharmacies communautaires au Mali ont ainsi pu jouir de ces outils ainsi que d'une assistance à distance. Le Bénin, le Zimbabwe et le Kenya ont aussi bénéficié de cet accompagnement. Une journée de formation sur les traitements anti-VIH et le suivi biologique a été organisée en novembre à Douala au Cameroun par Sidaction, en lien avec des consultants locaux. Une trentaine d'acteurs associatifs, soignants et conseillers psychosociaux, ont participé à cette rencontre qui a permis d'échanger sur les thèmes d'actualité liés au médicament.

Depuis la France, l'appui technique de Sidaction reste en alerte. Il joue les intermédiaires entre des industries pharmaceutiques et les partenaires afin que certains médicaments soient disponibles localement. 18 structures dans 12 pays ont aussi pu être dépannées en petites quantités de médicaments en rupture de stock. De plus, 2 associations burundaises ont été soutenues administrativement pour la mise en place d'un programme de donation d'un médicament combattant certaines infections opportunistes, le fluconazole. Plus qu'en aval, Sidaction veut être efficace en amont pour que l'approvisionnement des antirétroviraux se déroule au mieux. Cette année, un suivi actif a eu lieu au Togo, suite aux difficultés locales avec le financement du Fonds mondial, pour qu'il soit ravitaillé. Une rencontre à la Centrale d'achat togolaise de médicaments, des contacts répétés avec les pouvoirs publics du pays, le GIP Esther à Paris et le Fonds mondial à Genève, ont permis de gérer la crise. Une réponse envoyée par le directeur du Fonds à Sidaction a prouvé que l'alerte donnée avait été entendue. La mise à disposition des traitements quelques mois plus tard a sans doute été le fruit de cette mobilisation...

Enfin, lorsque le Viracept®, médicament anti-VIH très répandu, a été rappelé par le laboratoire fabricant, Sidaction a assuré le relais de l'information auprès des associations du Sud qui auraient sans doute été très mal informées ! Les patients ont pu changer de traitement à temps. L'opportunité aussi de relayer au Nord la voix associative du Sud et de demander au laboratoire concerné d'assurer, à l'avenir, une meilleure pharmacovigilance dans ces pays...

Sidaction, un soutien adapté à chacun

Les enfants

2,1 millions d'enfants de moins de 15 ans sont séropositifs et 420 000 ont été contaminés en 2007... Malgré les efforts, notamment associatifs, des défis perdurent : difficultés à annoncer à un enfant sa séropositivité ou celle de ses parents, appréhension des médecins à manipuler les antirétroviraux pédiatriques, gêne des acteurs de prévention pour aborder les questions de sexualité avec les jeunes... Pour répondre à ces écueils, Sidaction a renforcé cette année le programme Grandir : 4 numéros de Grandir Info ont été publiés en 2007 pour faire le point sur toute l'actualité pédiatrique, 9 fiches pratiques ont établi des recommandations, par exemple, sur la prophylaxie au cotrimozaxole chez les nourrissons nés de mère séropositive ou la co-infection

VIH-paludisme chez l'enfant. Une note technique a permis de diffuser auprès des associations partenaires les bonnes méthodes de diagnostic de l'infection à VIH en présence ou en absence d'outils virologiques précoces de l'infection avant 18 mois. Et une formation sur l'alimentation du nourrisson né de mère séropositive a eu lieu en septembre à Abidjan. 1 000 enfants ont ainsi été pris en charge globale au sein de 3 associations burundaises impliquées dans le programme Paris Sida Sud et une vaste campagne de dépistage du VIH a été proposée par l'association REVS+ aux orphelins de Bobo Dioulasso (Burkina Faso) et à leurs familles d'accueil. Mobilisée sur ces questions de l'enfance, Sidaction a constaté une augmentation du nombre de femmes enceintes prises en charge dans les associations partenaires des pays du Sud.

Les populations discriminées

Détenus, usagers de drogues, minorités sexuelles, prostituées, une fois encore, Sidaction est à leurs côtés en soutenant des associations qui mettent en place des programmes qui leurs sont dédiés. L'écoute et le non jugement sont les postulats requis pour mener à bien ces programmes qui entendent respecter et s'adapter aux besoins des personnes concernées. De nombreuses associations ont donc décidé d'aller "au-devant" des populations, sur leur lieu de vie ou dans leur quartier car on sait qu'elles ne sont pas forcément touchées par les campagnes de prévention et qu'elles n'ont pas toujours accès à la prise en charge sociale ou médicale. Les entraves matérielles, la précarité, le manque d'estime de soi, la solitude, sont autant de spécificités à prendre en compte avant de pouvoir proposer une offre de soins. Au Népal, par exemple, Sidaction soutient Nava Kiran+ pour l'accès aux soins des usagers de drogues séropositifs et la Blue Diamond Society pour son action en direction des minorités sexuelles.

Sidaction, un plaidoyer pour la recherche

En 2006, Sidaction lançait un programme sur l'éthique de la recherche VIH en Afrique. Co-financé par l'ANRS, il visait à donner les moyens à la société civile africaine de mieux s'approprier les recherches sur le sida. Quelles avancées en 2007 ? Le Burkina Faso a été "promu" pays prioritaire pour instaurer une dynamique de mobilisation. 15 associations de lutte contre le sida du pays se sont inspirées d'une enquête concernant leurs relations avec le monde de la recherche pour définir une feuille de route : principes éthiques à faire respecter, centre de documentation, conseils aux associations pour un meilleur contrôle des essais cliniques sont les priorités. Un blog, récemment mis en ligne, rendra compte des avancées du chantier burkinabé concernant les réflexions communautaires sur l'éthique de la recherche VIH.
Un forum de discussion sur Internet reçoit 10 à 30 messages par mois d'acteurs communautaires ou de divers experts, une sorte de prise de température en ligne des revendications du moment : liberté de sortir des essais, impact des recherches sur la circoncision masculine (voir encadré), conséquences de l'arrêt d'un essai vaccinal en Afrique du Sud... En outre, Sidaction a facilité la participation des différents acteurs de lutte contre le sida à des colloques, ateliers ou autres forums sur l'éthique dans la recherche. Comme l'ont bien affirmé les participants à l'atelier de Ouagadougou : "L'éthique de la recherche, ce n'est la priorité de personne, mais le problème de tout le monde. Il est temps qu'on s'en préoccupe de façon collective".

2007 a également été placée sous le signe de la rencontre de Sidaction avec une majorité de ses partenaires. La 4ème conférence francophone sur le sida s'est tenue à Paris, Sidaction en était co-organisateur. Un moment privilégié pour préparer l'avenir et réfléchir à l'amélioration de l'accès aux soins et pour maintenir un rôle fort dans le domaine de la recherche.

Au Bénin, le soutien nutritionnel prend RACINES !

Le projet de l'association Racines à Cotonou, au Bénin, s'occupe du soutien nutritionnel des bébés exposés au VIH ou de ceux qui sont séropositifs. Les femmes enceintes sont accompagnées dans leur choix du mode d'allaitement, et après la naissance, une aide à l'alimentation avec un suivi rigoureux comprenant séances diététiques, visites à domicile, lait maternisé, est proposée aussi bien aux mères pratiquant l'allaitement exclusif qu'à celles choisissant l'alimentation de substitution. Au dernier trimestre, 179 enfants séropositifs ou exposés au VIH, nourrissons au statut encore inconnu, étaient suivis, dont 127 de moins de 18 mois.

La circoncision masculine "à trancher"

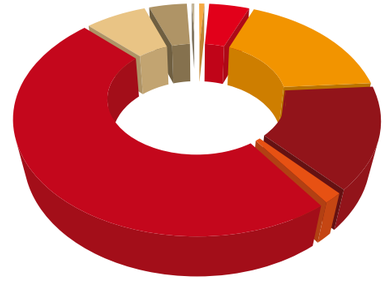
Fortement impliquée sur la question à l'invitation de l'ANRS, Sidaction s'est fait le relais des préoccupations communautaires auprès de l'agence de recherche. La préoccupation de Sidaction est que l'essai d'envergure visant 20 000 hommes à circoncire n'ait pas une conséquence négative sur la sexualité entre hommes et femmes au sujet de la négociation du préservatif, ni sur la contamination des femmes.

Les associations partenaires de Sidaction dans le cadre des programmes internationaux en 2007

PAYS	ASSOCIATIONS
AFRIQUE DU SUD	The Kidzpositive Family Fund, VuSAbantu
BENIN	Racines, Université d'Abomey - Calavi
BOLIVIE	Instituto para el Desarollo Humano
BRESIL	GAPA-Bahia
BURKINA FASO	AAS, REVS+, ALAVI, URBLS, RAME, Maison des Associations, Université de Ouagadougou, Initiatives Conseil International
BURUNDI	ANSS, SWAA Burundi, APECOS
CAMEROUN	REDS, SWAA Littoral, SunAids, Alternatives Cameorun
CHINE	Beijing ZHIAIXING Information & Counselling centre, Aids Care China
CONGO	Serment Merveil
CONGO RD	SOS sida
COTE D'IVOIRE	RSB, Centre SAS, Lumière Action, Bouaké Eveil, Ruban Rouge, Chigata, ACONDA
DJIBOUTI	Oui à la Vie, Solidarité Féminine
GEORGIE	Georgian Plus Group
INDE	SAI
KENYA	WOFAK
MALI	ARCAD sida, Kenedougou Solidarité
MAROC	ALCS
MAURICE	PILS
NEPAL	Nava Kiran Plus, Blue Diamond Society
NIGER	Mieux Vivre avec le Sida
NIGERIA	Living Hope Care, NELA, SWAA Kano, NHV-Mag
PHILIPPINES	PAFPI
ROUMANIE	ARAS
RUSSIE	IMENA+, Humanitarian Action Foundation
SURINAM	SMLA
TCHAD	CDN Tchad
THAÏLANDE	TTAG
TOGO	Espoir Vie Togo, Aides médicales et charité
UKRAINE	All-Ukrainian Network of People Living with HIV
VENEZUELA	ACCSI
ZIMBABWE	Batsirai Group, The Centre

Programmes multi pays	
IMEA (Institut de Médecine et d'Epidémiologie Appliquée)	France / PED
ADEA / ISPED	France / PED
L'APPEL	France / Cameroun
Format Santé	France / PED
GNP+	Pays-Bas / PED

FINANCEMENTS / ENGAGEMENTS 2007



Sidaction-Communautés	35 000 €
PAARV	123 900 €
Paris sida Sud	451 708 €
Formation PED	369 000 €
Hard to reach	52 000 €
AOI	1 192 900 €
Grandir	179 500 €
Soutien conf com & scient	125 000 €
Ethique	15 000 €

Deux principes fondateurs, rigueur et transparence

Un contrôle d'utilisation des fonds rigoureux !

La transparence est au cœur des valeurs de Sidaction. Plus qu'une exigence, c'est une éthique, un engagement pris, le jour de sa création en 1994. Les structures soutenues par Sidaction ont l'obligation de justifier l'emploi des sommes allouées en nous adressant annuellement leurs comptes ainsi qu'un bilan détaillé de l'état de leur programme. Ces rapports sont contrôlés par les équipes de Sidaction qui analysent la bonne utilisation des fonds. Chaque année, Sidaction mandate également un cabinet d'audit indépendant, pour contrôler sur place en moyenne vingt associations et structures de recherche.

L'organisation de Sidaction repose sur 7 instances bénévoles

- **Le Conseil d'administration** est composé de 19 membres bénévoles simpliqués depuis longtemps dans la lutte contre le sida. Le Conseil d'administration est constitué de 4 collèges : le collège associatif France, le collège scientifique et médical, le collège international et le collège des personnalités qualifiées. Le Conseil d'administration prend la décision finale d'accord ou de refus de financement et autorise le versement des fonds. Il s'appuie pour cela sur les recommandations de plusieurs comités d'experts :
- **Le Comité scientifique et médical** est chargé d'instruire les demandes de contrat de travail et de financement émanant des chercheurs. Il est constitué de cliniciens, de chercheurs fondamentalistes et de chercheurs en sciences sociales, mais aussi de deux représentants associatifs afin d'intégrer la vision des malades dans la réflexion du comité. Sidaction propose un appel d'offres scientifique et médical annuel comprenant trois sessions.
- **Le Comité associatif sida** est chargé d'instruire les dossiers d'aide aux malades déposés par les associations françaises. Il est composé d'acteurs sanitaires et sociaux œuvrant sur le terrain de la prévention et de l'aide aux malades.
- **Le Comité amélioration de la qualité de vie et de la qualité des soins :** en complément du soutien à la recherche en qualité de vie, Sidaction développe un appel à projets spécifique qui tend à promouvoir et à valoriser les programmes qui prennent en compte cet aspect de la vie des personnes touchées. Les évaluations utilisées sont les mesures de la qualité de vie liée au VIH.
- **Le Comité international ainsi que les comités "formation dans les PED" et "Grandir"** sont composés de membres d'associations de pays en développement et d'experts français bénévoles engagés dans la lutte contre le sida dans ces pays. Ces comités sont chargés d'instruire les dossiers des associations étrangères dans le cadre de l'appel d'offre international, du PAARV, des projets Sidaction Communauté et Ethique, les demandes de programmes de formation dans les pays en développement et enfin les projets dans le cadre de l'appel d'offre Grandir.

Conseil d'administration

Pierre BERGÉ
Président

Line RENAUD
Vice-présidente

Pr Françoise BARRÉ-SINOUSSI
Administratrice, Institut Pasteur

Jean Marc BORELLO[1]
Vice-président, Président d'Arcat

Claire BOUGARAN
Administratrice, Union nationale des Associations de lutte contre le sida

Hugues CHARBONNEAU
Administrateur

Emmanuel CHÂTEAU[1]
Vice-président, suppléant du co-Président d'Act-Up Paris

Jean–François DELFRAISSY
Administrateur, Hôpital du Kremlin-Bicêtre

Christian DOUBRÈRE
Administrateur, Union nationale des Associations de lutte contre le sida

Hugues FISCHER
vice-président, co-Président d'Act-Up - Paris

Louis GAUTIER
Administrateur, Conseiller maître à la Cour des Comptes

Edmond-Luc HENRY
Trésorier, Président de l'Association Française des Hémophiles

Hakima HIMMICH
Administratrice, Présidente de L'Association marocaine de lutte contre le sida, CHU Ibn Rochd

Denis LACOSTE
Administrateur, Président de la Société Française de Lutte contre le sida

Jean-Paul MOATTI
Administrateur, Université de la Méditerranée

Christine ROUZIOUX
Administratrice, Hôpital Necker

Olivier SÉGOT
Secrétaire général

Jeanne GAPIYA-NIYONZIMA
Présidente de l'Association Nationale de Soutiens aux Séropositifs et Sidéens, Burundi

Philippe MSELLATI
Institut de Recherche pour le Développement

Issoufou TIENDREBEOGO
Président de l'Association African Solidarité, Burkina Faso

Yves SOUTEYRAND
Organisation Mondiale de la Santé

Pascal OBISPO
membre d'honneur

1 : sortant en 2007

Comité scientifique et médical

Pr. Yves LEVY
Service d'Immunologie Clinique, Hôpital Mondor, Creteil

Dr Ali AMARA[1]
Unité Pathogénie Virale Moléculaire - INSERM U819, Institut Pasteur, Département de Médecine Moléculaire, Paris

Dr Françoise BACHELERIE[2]
Unité d'Immunologie Virale Institut Pasteur Département de Médecine Moléculaire, Paris

Franck BARBIER
TRT5, Pantin

Dr Geneviève BECK-WIRTH
Département d'Hématologie clinique, Hôpital Emile Muller, Mulhouse

Dr Monsef BENKIRANE
Laboratoire de Virologie Fondamentale - CNRS UPR1142, Institut de génétique humaine (IGH), Montpellier

Dr Eric BILLAUD
Service de Médecine Interne, CHU de Nantes, Nantes

Dr Michel BOZON[2]
Institut National d'Etudes Démographiques UR 4 Equipe "Démographie, genre et sociétés", Paris

Dr Sophie CAILLAT-ZUCMAN
Laboratoire d'Immunologie, Equipe AVENIR-PASTEUR, Hôpital Necker-Enfants Malades, Paris

Dr Bruno CANARD
Laboratoire Architecture et Fonction des Macromolécules Biologiques, Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Luminy (ESIL), Marseille

Dr Guislaine CARCELAIN
Laboratoire d'Immunologie Cellulaire et Tissulaire - INSERM U543, Hôpital de la Pitié Salpêtrière, Paris

Patrizia CARRIERI[1]
Epidémiologie & Sciences Sociales Appliquées à l'Innovation Médicale - INSERM U379, Institut Paoli-Calmettes, Marseille

Dr Andrea CIMARELLI[1]
Laboratoire de Virologie Humaine - INSERM U758, Ecole Normale Supérieure de Lyon, Lyon

Dr François CLAVEL
Unité de Recherche Antivirale - INSERM U552, Groupe Hospitalier Bichat-Claude Bernard, IMEA/INSERM, Paris

Pr. Jean-Luc DARLIX[2]
Ecole Normale Supérieure - INSERM U758 - Virologie Humaine, Lyon

Fabien GIRAUDEAU[1]
Act-Up - Paris & TRT-5, Paris

Dr Cécile GOUJARD
Service de Médecine Interne, Hôpital de Bicêtre, Le Kremlin-Bicêtre

Dr Sophie GRABAR
Laboratoire de Biostatistique et Informatique médicale, Hôpital Cochin, Paris

Pr. Roger GUEDJ
Laboratoire de Chimie Bioorganique - CNRS UMR6001, Faculté des Sciences, Nice

Dr Anne Geneviève HELIOT-MARCELIN
Service de Virologie, Hôpital de la Pitié Salpêtrière, Paris

Dr Simon LITVAK[2]
Laboratoire de Réplication et d'Expression des Génomes Eucaryotes et Rétroviraux (REGER) Université Victor Segalen Bordeaux 2, Bordeaux

Dr Christiane MOOG
Laboratoire de Pathogénie des Infections Virales Persistantes - UNV40961- Université Louis Pasteur, Strasbourg

Dr Laurence MORAND-JOUBERT
Service de Bactériologie et de Virologie, Hôpital Saint-Antoine, Paris

Dr Jean-François MOUSCADET
Laboratoire de Biotechnologie et pharmacologie Génétique Appliquée (LBPA) - CNRS UMR8113, Ecole Normale Supérieure de Cachan, Cachan

Dr Matteo NEGRONI[1]
Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire, Strasbourg

Dr Christophe PIKETTY[2]
Service d'Immunologie Clinique, Hôpital Européen Georges Pompidou, Paris

Dr Olivier SCHWARTZ
Groupe Virus et Immunité, Département de Virologie, Institut Pasteur, Paris

Dr Bruno SPIRE[2]
AIDES PACA / TRT5, Marseille

Dr Naomi TAYLOR
Groupe d'Immunomodulation et Immunothérapie - CNRS UMR5535, Institut de Génétique Moléculaire de Montpellier (IGMM), Montpellier

Dr Rodolphe THIEBAUT(1)
Institut d'Epidémiologie, Santé Publique et Développement - INSERM E338, Université Victor Segalen Bordeaux 2, Bordeaux

Dr Jean-Paul VIARD
Service d'Immunologie Clinique, Hôpital Necker, Paris

1 : entrant en 2007
2 : sortant en 2007

Liste des membres ad-hoc en 2007 :

2e session de l'appel d'offres de 2007

Janine PIERRET
Centre de recherche médecine, science, santé et société (CERMES) - CNRS UMR8169 - Inserm U750, Villejuif

3e session de l'appel d'offres de 2007

Dr Nathalie BAJOS
Santé reproductive, Sexualité, Infection à VIH - INSERM U822, CHU de Bicêtre, Le Kremlin Bicêtre

Frédéric LE MARCIS
Département d'anthropologie sociale, Université Victor Segalen Bordeaux 2, Bordeaux

Comité associatif sida

Yves DUPONT
Président du Comité, Directeur, Le Tipi, Marseille

Danielle AUTHIER
Coordinatrice, FRISSE (Femmes, Réduction des rISques et SExualité), Lyon

Elisabeth AVRIL
Médecin coordinateur du bus méthadone, GAÏA, Paris

Alioune BLONDIN-DIOP
Président de Médecins d'Afrique/Europe, Praticien hospitalier au CHU La Pitié-Salpêtrière, Paris

Jean-Baptiste BOLLENS
Chef du service ISAT Paris-Est (Interventions Sociales et Accompagnement Thérapeutique), SOS Habitat et Soins, Paris

Jean-Jacques BOUYER
Directeur, GAPS, Bordeaux

Stéphane CRIEDLICH
Coordinateur associatif, administratif et comptable, Actis, Saint-Etienne

Jean-Francis FAVATIER
Coordinateur, ASUD, Nîmes

Carine FAVIER
Administratrice et responsable de la Commission sida, Mouvement Français pour le Planning Familial, Montpellier

Anne-Marie GOSSE
Directrice, Basiliade, Paris

Omar HALLOUCHE
Coordinateur du programme de prévention auprès des migrants, ALS, Lyon

Emmanuelle LENGLET
Directrice, ADIS, Calais

Jérome MARTIN
Act Up-Paris, Paris

Christiane MARTY-DOUBLE
Vice-présidente, AIDES, Nîmes

Romain MBIRIBINDI
Président, Afrique avenir, Paris

Bastien NOËL,
Coordinateur, Envie, Montpellier

Perrine PERILLAT
Directrice, Entr'Aids, Lyon

Jacqui SCHNEIDER HARRIS
Chargée de direction-ressources humaines, counsellor et formatrice, Accès, Marseille

José SONGA
Président, Bondeko, Gonesse

Les membres du Comité International, du Comité Formation, et du Comité Grandir

M. Vincent BASTIEN
Kasabati, BURKINA FASO

Pr. Stéphane BLANCHE
Hôpital Necker, FRANCE

M. Fabrice CLOUZEAU
Sida Info Service, FRANCE

Mme Jovite DE COURLON
FRANCE

Mme Nicoleta DASCALU
ARAS, ROUMANIE

Pr. Alice DESCLAUX
IRD, SÉNÉGAL

Dr Alioune BLONDIN DIOP
Médecins d'Afrique, FRANCE

Mme Rose DOSSOU
Chigata, CÔTE D'IVOIRE

Dr Joseph ESSOMBO
Elizabeth Glaser Paediatric Aids Foundation, CÔTE D'IVOIRE

Mme Delphine FLOURY
Plate-forme ELSA, FRANCE

Dr Isaline GREINDL
AEDES, BELGIQUE

Dr Alice GOUGOUNON
Racines, BÉNIN

Dr Jean BAPTISTE
Guiard-Schmid, OMS, BURKINA FASO

Mme Christine KAFANDO
la MAS, BURKINA FASO

M. Adama KOMPAORÉ
AAS, BURKINA FASO

Dr Valériane LEROY
ISPED, FRANCE

M. Othman MELLOUK
ALCS, MAROC

Dr Françoise RENAUD-THERY
OMS, SUISSE

Dr Emmanuel RICARD
Société Française de Santé Publique, FRANCE

M. Nicolas RITTER
PILS, Ile Maurice

Dr Margaret SANGA
SWAA Littoral, CAMEROUN

M. Mohamed TOURÉ
Kénédougou Solidarité, MALI

Dr Siaka TOURÉ
Aconda, CÔTE D'IVOIRE

Dr Roland TUBIANA
Hôpital de la Pitié Salpêtrière, FRANCE

M. Arnaud WASSON-SIMON
AIDES, FRANCE

Pr. Laurence WEISS
Hôpital Européen Georges Pompidou, FRANCE

Mme Corentine ZANKPE
Yovo, ELSA, FRANCE

Le comité "Qualité de vie et qualité des soins"

Dr Ana CANESTRI
Médecin hospitalier, Service de Médecine Interne, Hôpital de la Pitié Salpêtrière, Paris

Agnès CERTAIN
Pharmacien praticien hospitalier, Hôpital Bichat-Claude Bernard, Paris

Guillaume DEROCHE
Thérapeute, praticien shiatsu - Réseau Santé Provence, Aix-en-Provence

Isabelle DEVOGE
Infirmière, Association Diagonale Ile-de-France, Juvisy sur Orge

Marc DIXNEUF
Rapporteur, Conseil National du Sida, Paris

Dr Martin DURACINSKY
Médecin hospitalier, Service de Médecine Interne et de Maladies Infectieuses, Hôpital Universitaire de Bicêtre, chercheur sur la Qualité de vie liée à la santé, Le Kremlin-Bicêtre

Dr Marie-Odile FRATTINI
Médecin de santé publique, médecin chercheur sur les pratiques et l'organisation des soins, Paris

Laurence POTTE-BONNEVILLE
Représentant d'association de personnes vivant avec le VIH, directrice de l'association Sol en Si, Paris

Dr Anne-Marie PY
Coordinatrice médicale de Rézopau : réseau ville-hôpital sida, hépatites et addictions, médecin attaché au Centre hospitalier - Soins Ambulatoires Maladies Infectieuses et Toxicomanies, Pau

Sophie RAGUES
Assistante socio-éducative au CHU de Bordeaux, membre de la SFLS, Bordeaux

Dr Véronique TIRARD FLEURY
Médecin de santé publique, consultante, Paris

Marie-Hélène TOKOLO-MUNDALA
Représentante d'association de personnes vivant avec le VIH, Présidente de l'association Marie-Madeleine, Versailles

L'équipe de Sidaction (au 1er juin 2008)

Direction Générale

Bertrand AUDOIN
Directeur général

David BELLIARD
Directeur général adjoint

Service administratif et financier

Anne SCHAETZEL
Directrice administrative et financière

Marianne DUVAL
Responsable legs et donations

Alexandra SACERDOTI
Responsable juridique – chargée de mission "jeunes chercheurs"

Annick FLAMMANG
Comptable

Milko PARIS
Responsable des moyens généraux

Charlotte PARADIS
Responsable contrôle de gestion, comptabilité et paye

Bruce MAC ARTHUR
Chargé d'accueil

Esteban Viget
Chargé d'accueil- Assistant comptable

Lamia BELAIB
Agent d'entretien

Soraya BELAIB
Remplaçante agent d'entretien

Service des programmes scientifiques et médicaux

Paola DE CARLI
Directrice des programmes scientifiques

Nadia ABID
Responsable des financements scientifiques

Sandrine PERRIN
Chargée des évaluations & attachée à la communication scientifique

Véronica NOSEDA
Mission "Sciences Sociales"

Sophie LHUILLIER
Chargée de communication scientifique

Bénédicte FLAGEUL
Mission "Qualité de vie et qualité des soins"

Emmanuelle PESME
Assistante administrative

Service des programmes associatifs

Alix BÉRANGER
Directrice des programmes associatifs

Vincent DOURIS
Mission "Sciences Sociales"

Corinne LE HUITOUZE
Responsable du développement

Nathalie PIERRET
Mission "Emploi"

Luis RAMIREZ[2]
Mission "Emploi"

Anne KITTLER[2]
Analyste de projets

Aurore DUMONT
Analyste de projets

Marie CUILLIER
Mission COREVIH

Fabrice PILORGE
Mission COREVIH

Frédéric CRONARD
Mission DFA

Melaine CERVERA
Mission Emploi

Jennifer COUBARD
Suivi financier

Ridha NOUIOUAT
Mission "Milieu carcéral"

Frédérique VIAUD
Responsable de suivi des projets

2 : sortant 2007

Service communication et collecte de fonds

Christine TABUENCA
Directrice de la collecte de fonds et de la communication

Marie BIROLINI[2]
Adjointe de direction

Françoise GODARD
Responsable des événements en régions

Francis GIONTI
Responsable des relations presse et médias

Pascale DECAP
Responsable du marketing direct

Anaïs MERINO[2]
Adjointe marketing direct

Mélanie DESPREZ
Assistante marketing direct

Delphine SOUFFRE-LAJUS
Assistante marketing direct

Miassa AIMENE
Responsable webmarketing

Koffi MESSAN
Responsable relations donateurs

Vincent BODIN[2]
Responsable événementiel partenariat

Thomas GAUTIER-LALLIA
Assistant événementiel partenariat

Aude LECAT
Relation Grands donateurs

Marie GARNIER[2]
Mission "Pour la vie"

Janet GOODE
Responsable bénévole de la Photothèque

Alexis BLOCH
Responsable bénévole de la vidéothèque

2 : sortant 2007

Retrouver la composition actualisée du Conseil d'administration et de l'équipe de Sidaction sur **www.sidaction.org**

Service des programmes internationaux

Eric FLEUTELOT
Directeur des programmes internationaux

Marie HELLOUIN DE CÉNIVAL
Responsable pôle "Ethique dans la recherche"

Julie LANGLOIS
Responsable pôle médicaments

Anna NDIAYE[2]
Responsable pôle gestion finance

Marie NAQUET
Responsable pôle gestion finance

Julien POTET
Responsable pôle enfants

Clémence PRUNIER-DUPARGE
Responsable pôle populations exclues

Florence THUNE
Responsable pôle formation

Publication

Neijma HAMDAOUI
Rédactrice en chef

Juliette BASTIN[2]
Rédactrice en chef

François BENET
Consultant "Stratégie"

2 : sortant 2007

Sidaction ne pourrait pas exister sans la mobilisation des donateurs, des bénévoles et des entreprises partenaires.
Plus de 90 % des ressources de Sidaction proviennent de la générosité du public et des entreprises partenaires : dons en argent, vente de produits dérivés, produits-partages, don en nature, legs... En 2007, Sidaction comptait 517 339 donateurs fidèles ayant fait au moins un don dans les 18 mois. Leur fidélité est vitale pour la poursuite des missions de Sidaction.

4500 bénévoles étaient sur le terrain à l'occasion du Sidaction 2007 pour assurer le succès de celui-ci. Pendant trois jours, ces bénévoles se sont relayés pour saisir les promesses de dons et pour organiser des animations de collecte de fonds et d'information.

Un grand merci à tous les stagiaires pour leur investissement et motivation, qui pendant plusieurs semaines d'activités intenses ont renforcés l'équipe :
Anne BONICARD, Régis ARNOU, Simone BIGNAT, Tiphanie BLANC, Chloé CHARLERY, Emilie COUTRET, Charlotte DEFREL, El Mostafa EL MOUDEN, Aurore JOURDAN, Audrey LECLERE, Marguerite MAURY, Anna NDIAYE, Pauline PLANTROU, Bérénice PIERSON, Amandine PICARD, Amélie PINOT, Deborah TILMAN, Vonick TONGA, Marianne BENNISON

Merci à toutes les associations qui nous soutiennent pour l'organisation des animations régionales à l'occasion du Sidaction mais également tout au long de l'année :
association plaqué or et sauvequiprod (Show case/Paris), association mercure (Essca/Angers), association musiconcept (Saillagouse), discothèque "les bains douches" (Paris), Jennifer j ralph (garden party/ Forges les eaux), association Barbara Perlimpinpin, association des élèves (efrei /Kremlin Bicêtre), le g'do bar (Metz), le bureau des élèves de l'escip (Longuenesse), la discothèque "l'insolite", le comité d'animation des jeunes de Thiais, la chorale equivox, le point information jeunesse de Garges les Gonesses, l'association les carabins (Bordeaux), l'Université de la Citoyenneté et Sid'Avenir (Pau), le collectif sida et le service hygiène et santé de la (Mâcon), l'IFSI (Lannion), L'AAEMR (Rennes), le collectif sida du Loiret, le CDAG de Chalons en Champagne, le collectif sida de Reims, l'association Sida Solidarité de Lons le Saulnier, la discothèque le VIP et le service prévention de la ville de Beauvais, le comité des fêtes de Meze, le collectif sida de la ville de Mende, l'association des étudiants en médecine de Nîmes, l'association des étudiants en BTS du Lycée Kastler de Stenay, l'association Emergence 57 de St Avold, l'association des étudiants de l'IUT de Tarbes, l'association Entre'L de Nice, le Sexodrome de Paris, l'association Nantes Roller, l'association SAVIHEP de Chambéry, les Etudiants de l'Institut de Formation des Kinésithérapeutes d'Echirolles, l'association Tempo de Grenoble, le collectif de lutte contre le sida ECLAS de Lyon, l'association les Nougats Roulants de Montélimar, l'association Actis de Saint-Etienne.

Bertrand Audoin, Directeur Général

Mot du Directeur Général

Année en demi-teinte pour notre combat, 2007 confirme le mauvais comme le bon dans la lutte contre le VIH. Le mauvais car, plus que jamais, l'épidémie défie notre époque, que ce soit dans le domaine de la recherche, de l'accompagnement social, médical et psychologique des personnes séropositives ou dans celui de l'évolution des mentalités de notre société. Partout, les droits des séropositifs et des malades sont bafoués, au regard de leur envie de travailler, de voyager, d'aimer, de se soigner parfois, de dire leur séropositivité ou tout simplement d'être. Comment combattre le virus si certains sont exclus de ce combat-là ? Homosexuels, prostituées, migrants, détenus, le sida est l'affaire de tous en général et de Sidaction en particulier ! Et puis, partout, les vaccins préventif et thérapeutique se font attendre...

Le meilleur est cependant devant nous car il repose à la fois sur des bases solides et sur de véritables espoirs. Sidaction, grâce aux synergies des donateurs, des bénévoles et de son équipe permanente, lutte efficacement chaque jour contre le VIH. Non seulement en étant un bailleur de fonds exigeant, initiateur d'appels à projets et de plaidoyers, mais surtout en accompagnant les associations, en France et à l'étranger, sur les plans technique, logistique et surtout politique, et en aidant à se former l'ensemble de ses partenaires. Encore plus d'argent, un plus grand nombre d'associations aidées, plus de visibilité, c'est le bilan de Sidaction dont l'action grandit grâce au soutien de nombreux medias partenaires et de nouveaux qui souhaitent nous rejoindre.

Tout au long de ce rapport d'activité, vous avez pu lire à quel point Sidaction essaie d'être sur tous les fronts. Dans le domaine de la recherche, on a compris depuis longtemps l'importance de l'engagement des jeunes chercheurs pour améliorer les traitements, trouver un vaccin. Sidaction investit là où l'État déserte les attributions de bourses... Sidaction souhaite aussi agir politiquement en lien avec d'autres structures pour s'emparer de thématiques fortes. Une charte de qualité avec l'administration pénitentiaire a été signée pour la première fois, et Sidaction a aidé à convaincre le ministère de la Santé du bien fondé des tests rapides incitant un plus grand nombre de citoyens à se dépister. Enfin, les actions soutenues à l'international sont mises en place par des associations indépendantes de Sidaction, avec lesquelles partage d'expérience et transmission des savoirs sont au coeur de notre travail.

Et en 2008 ? Continuons à faire changer les choses ! Déjà des pistes se dessinent pour fonder nos actions : la mise en place des Corevih, des échanges inter associatifs dans les départements français d'Amérique, la formation de soignants dans les pays du Sud, la lutte contre les discriminations à l'embauche, l'accès à la formation et au partage des expertises entre partenaires, la prévention, la recherche... et, bien entendu, le maintien et le développement de la collecte pour mener à bien tous ces projets.

Le mot du trésorier

L'année 2007 a confirmé l'évolution de l'association, qui a vu Sidaction passer d'une position de simple bailleur de fonds à celle d'acteur majeur de la lutte contre le sida, en France et à l'international.

Les fonds collectés par Sidaction en 2007 s'élèvent à 18,1 millions d'euros. L'opération Sidaction télé et radio a été reconduite avec 15 partenaires média. Elle a permis de collecter 5,9 millions d'euros soit un tiers des ressources de l'association.
Cette stabilisation des ressources à un niveau élevé a permis à Sidaction de consacrer 11,4 millions d'euros aux missions sociales de l'association (1,1 million de plus qu'en 2006).

Le financement direct de programmes de prévention, d'aide aux malades ou de recherche en France et dans les pays en voie de développement reste la mission principale de Sidaction. L'association a ainsi versé 8,6 millions d'euros en 2007 aux structures de recherche et de lutte contre le sida en France et à l'étranger, soit une progression de plus de 900 000 € par rapport à l'année précédente.
Près de 4 millions d'euros ont ainsi été versés aux associations menant des actions de prévention et d'aide aux malades en France métropolitaine ainsi que dans les départements français d'Amérique, 2,33 millions d'euros aux structures de lutte contre le sida des pays en développement et en transition, et 2,3 millions ont été consacrés à la recherche scientifique et médicale.
Ces soutiens financiers s'accompagnement d'une aide à la gestion et à la structuration des associations, ainsi que d'une assistance au montage de projet et au suivi et à l'évaluation des actions menées.

Au delà des appels d'offres, Sidaction a développé des missions spécialisées visant à faire émerger de nouveaux projets et à rassembler les acteurs associatifs dans des domaines jugés prioritaires par le Conseil d'administration. L'association y a consacré 1,69 million d'euros, soit près de 15 % des affectations aux missions sociales. Le travail sur ces thématiques prioritaires s'effectue dans le domaine de la recherche, avec une mission destinée à favoriser les projets en sciences sociales, en France, dans le cadre des missions Milieu carcéral, Emploi, Départements français d'Amérique, Pour la vie, (programme de prévention jeunes) et Corevih (COordination RÉgionale de lutte contre le Virus de l'Immunodéficience Humaine) et dans les pays en développement avec les programmes Grandir (prise en charge des enfants affectés ou infectés par le VIH), Ethique dans la recherche, Hard to reach (soutien adapté aux spécificités des populations exclues), l'unité de formation ou l'appui à la professionnalisation des pharmacies communautaires.

Enfin, Sidaction a poursuivi son action visant à informer et à rassembler les acteurs de la lutte contre le VIH grâce à sa publication Transversal et à l'organisation d'événements d'échanges qui favorisent mises en réseau et partages de connaissances.

Pour 2008, compte tenu des besoins des structures de lutte contre le sida en France et dans les pays en développement, Sidaction doit encore augmenter ses soutiens financiers tout en renforçant l'accompagnement technique des associations. L'association doit aussi poursuivre ses missions prioritaires, tout en restant réactive face à l'évolution de l'épidémie et à l'émergence de nouveaux besoins. Enfin, priorité est donnée aux actions de plaidoyer, en France et à l'international, pour lutter contre le désengagement des Etats et la banalisation de l'épidémie.

Pour atteindre ces objectifs, Sidaction doit plus que jamais pouvoir compter sur la mobilisation de tous, donateurs, bénévoles et partenaires.

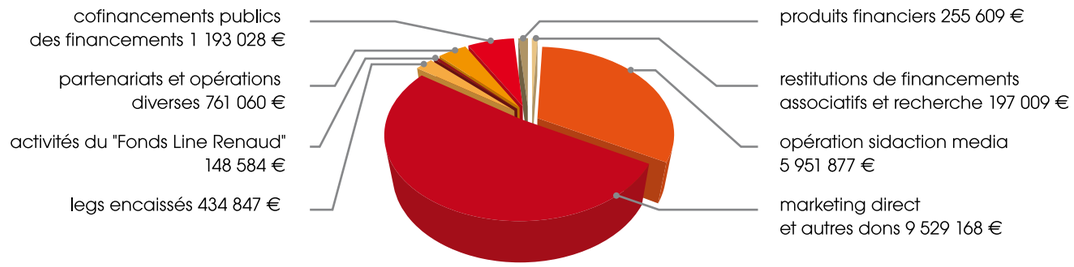
Edmond-Luc Henry

Les contrôles d'utilisation des fonds

Comme en 2006, Sidaction a fait appel à un cabinet d'audit indépendant pour contrôler 24 structures, laboratoires de recherche ou associations, ayant bénéficié de financements de la part de Sidaction ces dernières années. Ces contrôles s'ajoutent au travail mené en interne par l'équipe de Sidaction, d'analyse des comptes d'emploi et des bilans d'activité des projets soutenus, ainsi qu'aux visites sur le terrain.
Toute utilisation des fonds versés par Sidaction jugée non conforme par les comités d'experts et le Conseil d'administration donne lieu à une demande de restitution. Sidaction met ainsi tout en œuvre pour s'assurer que les fonds versés issus de la générosité du public, ont bien été utilisés conformément aux projets approuvés par le Conseil d'administration.

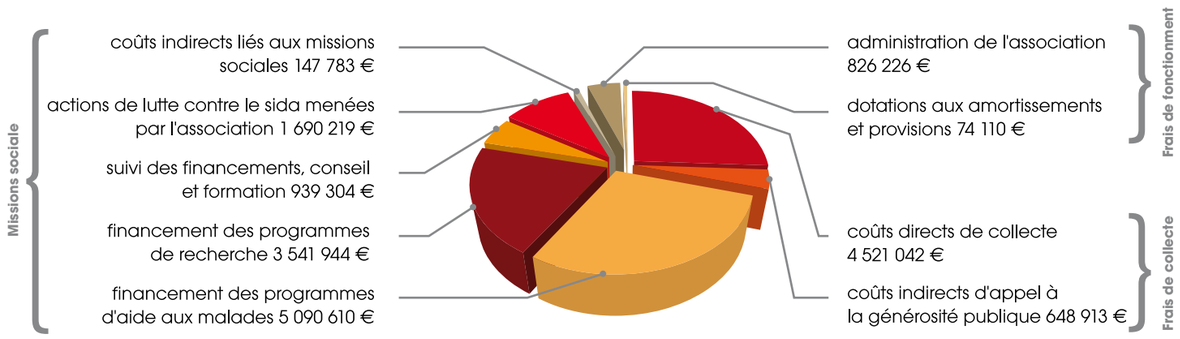
Les ressources collectées en 2007 :

répartition par type de ressources conformément au compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, hors fonds dédiés.
Total des ressources collectées en 2007 : 18 471 182 €


cofinancements publics des financements 1 193 028 €
partenariats et opérations diverses 761 060 €
activités du "Fonds Line Renaud" 148 584 €
legs encaissés 434 847 €
produits financiers 255 609 €
restitutions de financements associatifs et recherche 197 009 €
opération sidaction media 5 951 877 €
marketing direct et autres dons 9 529 168 €

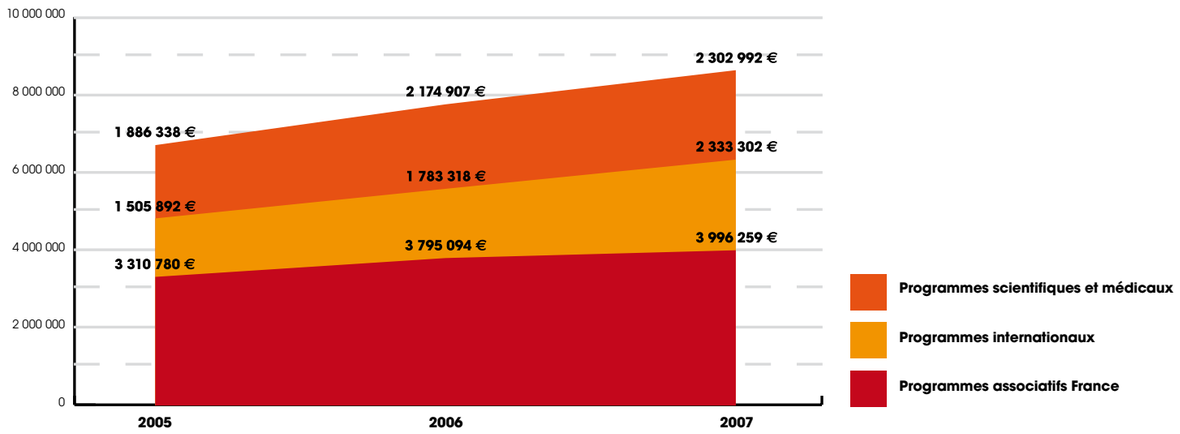
L'emploi des ressources collectées en 2007 :

répartition de l'emploi des ressources collectées en 2007 conformément au compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.
Total des emplois 2007 : 17 480 150 €


Missions sociale
coûts indirects liés aux missions sociales 147 783 €
actions de lutte contre le sida menées par l'association 1 690 219 €
suivi des financements, conseil et formation 939 304 €
financement des programmes de recherche 3 541 944 €
financement des programmes d'aide aux malades 5 090 610 €
administration de l'association 826 226 €
dotations aux amortissements et provisions 74 110 €
Frais de fonctionnment
coûts directs de collecte 4 521 042 €
coûts indirects d'appel à la générosité publique 648 913 €
Frais de collecte

L'évolution des financements versés depuis 2005

(source : comptes de résultat 2005, 2006 et 2007)



Bilan de Sidaction

au 31 décembre 2007

ACTIF	BRUT	amortissements et provisions	NET	Net 2006
Actif immobilisé	1 571 111	349 978	1 221 133	1 234 661
Immobilisations incorporelles	74 401	74 401		
Immobilisations corporelles	1 457 015	275 577	1 181 438	1 196 580
Immobilisations financières	39 695		39 695	38 081
Actif circulant	10 463 861		10 463 861	9 651 796
Créances	249 388		249 388	509 739
Valeurs mobilières de placement	8 399 632		8 399 632	7 894 734
Disponibilités	1 814 842		1 814 842	1 247 324
Comptes de régularisation	145 554		145 554	114 523
Charges constatées d'avance	145 554		145 554	114 523
TOTAL ACTIF	**12 180 527**	**349 978**	**11 830 549**	**11 000 981**

PASSIF	BRUT	amortissements et provisions	NET	Net 2006
Fonds propres	1 570 665		1 570 665	1 570 665
Réserves statutaires	46 175		46 175	46 175
Autres réserves	1 524 490		1 524 490	1 524 490
Résultat	500 000		500 000	
Provisions pour risques et charges	16 166		16 166	25 269
Fonds dédiés	8 212 629		8 212 629	7 721 597
Dettes	1 360 391		1 360 391	1 308 257
Dettes fournisseurs	765 457		765 457	806 323
Dettes fiscales et sociales	540 508		540 508	466 778
Autres dettes	54 425		54 425	35 156
Comptes de régularisation	170 699		170 699	375 193
Produits constatés d'avance	170 699		170 699	375 193
TOTAL PASSIF	**11 830 549**		**11 830 549**	**11 000 981**

Informations relatives au bilan

ACTIF

Immobilisations incorporelles

Total au 31/12/06	Acquisitions 2007	Diminutions 2007	Total au 31/12/07
74.400 €	0 €	0 €	74.400 €

(Amortissement linéaire sur durée de vie du bien : 1 à 3 ans)

Immobilisations corporelles

La durée réelle d'utilisation des immobilisations corporelles est prise en compte comme base de calcul. Les durées d'amortissement sont donc les suivantes :
- 5 ans pour les travaux et les imprimantes
- 3 ans pour le mobilier et les ordinateurs fixes
- 2 ans pour les ordinateurs portables.

Total au 31/12/06	Acquisition 2007	Cession	Total au 31/12/07
Construction de l'association (non amortissable œuvre d'art)			
1 090 997 €	0 €	0 €	1 090 997 €
Installation du siège de l'association			
116 698 €	2 098 €	0 €	118 796 €
Matériel informatique			
184 638 €	56 870 €	32 736 €	208 772 €
Mobilier de bureau			
38 449 €	0 €	0 €	38 449 €

Immobilisations financières

Ce montant correspond principalement au dépôt de garantie versé par l'association pour ses locaux administratifs. Il s'agit donc de créances à plus d'un an.

Créances

Les créances s'établissent à 249 388 €. Elles concernent :
- Créances sur partenaires..... 5 295 €
- Acomptes sur salaires.....26 354 €
- Comptes associés (ANRS, Cotisations) .....4 317 €
- Etat à recevoir.....222 800 €
- Provision pour dépréciation "partenaires" .....- 4 377 €
- Provision pour dépréciation "cptes associés"..... - 5 000 €

Les acomptes sur salaires sont remboursables par les salariés en une ou plusieurs mensualités, sous réserve de validation par le Directeur Général et le Trésorier.

Les créances Etat à recevoir d'un montant de 222 800 € correspondent à des subventions accordées à Sidaction dans le cadre de missions 2007 et se décomposent comme suit :
- 5 800 € du conseil général de Martinique
- 2 000 € de solde de l'INPES
- 5 000 € du conseil régional de Picardie
- 210 000 € du ministère des Affaires Etrangères.

Toutes les créances sont d'échéance à un an au plus.

Valeurs mobilières de placement

Le stock de valeurs mobilières de placement constaté au 31 décembre 2007 représente une valeur liquidative totale de 8 399 632 €. Le montant des plus-values latentes est de 155 806 €.

Disponibilités

Les disponibilités sont constituées :
- des valeurs à l'encaissement de dons reçus au mois de janvier 2008 mais datés de l'année 2007 pour un montant de 671 374 €
- des comptes bancaires et postaux courants de l'association qui affichent une situation positive pour une valeur globale de 1 134 122 €
- de la caisse pour un montant de 9 346 €.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 145 554 €. Il s'agit :
- des contrats d'abonnement courant sur plusieurs exercices pour un montant de 28 308 €
- des prestations réglées en 2007 correspondant à des opérations de collecte du premier trimestre 2008 (opérations de mailing de janvier 2008, dîner de la mode 2008, Sidaction 2008) pour un montant de 100 002 €.
- de frais engagés pour 2008 pour des déplacements à l'étranger pour un montant de 7 059 €.
- de communication institutionnelle 2008 pour 10 185 €.

PASSIF

Fonds propres

La dotation statutaire de 46 175 € est maintenue. La réserve votée par l'Assemblée Générale en 1998 (1 524 490 €) est maintenue.

Opérations sur fonds dédiés

Le détail des opérations est présenté ci-dessous :

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Emploi comptabilisé au cours de l'exercice B	Ressources comptabilisées au cours de l'exercice C	Fonds restant en fin d'exercice D=A-B+C
Fonds dédiés Aides aux malades	578 617	6 991 928	9 266 155	2 852 843
Subventions associatives versées		5 090 610		-5 090 610
cofinancements des financements			676 889	676 889
Actions de lutte contre le sida menées par Sidaction		907 607		-907 607
Frais d'instruction et de suivi		469 652		-469 652
Emplois nets de l'année		524 059		-524 059
Ressources nettes de l'exercice			8 540 573	8 540 573
Restitutions			48 693	48 693
Résultat à affecter		250 000		-250 000
Coûts liés aux opérations de collecte et de communication (50 %)		2 584 978		-2 584 978
Fonds dédiés Aides aux malades	**578 617**	**9 826 906**	**9 266 155**	**17 866**
Fonds dédies Recherche	7 142 981	5 349 018	9 235 778	11 029 741
Subventions scientifiques versées		3 541 944		-3 541 944
cofinancements des financements			546 889	546 889
Actions de lutte contre le sida menées par Sidaction		813 363		-813 363
Frais d'instruction et de suivi		469 652		-469 652
Emplois nets de l'année		524 059		-524 059
Ressources nettes de l'exercice			8 540 573	8 540 573
Restitutions			148 316	148 316
Résultat à affecter		250 000		-250 000
Coûts liés aux opérations de collecte et de communication (50 %)		2 584 978		-2 584 978
Fonds dédies Recherche	**7 142 981**	**8 183 996**	**9 235 778**	**8 194 763**
TOTAL FONDS DEDIES	**7 721 597**	**18 010 902**	**18 501 933**	**8 212 629**

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges d'un montant de 16 166 € correspondent à un licenciement en cours au 31/12/2007 et à un procès en appel.

Dettes

Les dettes fournisseurs (765 457 €) correspondent à des frais du dernier trimestre 2007 dont le règlement a été effectué en 2008 (444 520 €), aux factures non parvenues (205 387 €), à des avances permanentes pour des fournisseurs réguliers et des salariés engageant beaucoup de frais pour le compte de l'association (- 9 750 €) et à des acomptes de réservations de tables pour le dîner de la mode 2008 qui auraient dû être remboursés si l'opération avait été annulée (125 300 €).

Les dettes fiscales, sociales et autres dettes (594 933 €) correspondent :

- aux provisions pour congés payés (411 346 €)
- aux charges salariales du quatrième trimestre 2007, réglées en janvier 2008 (160 354 €)
- à la provision pour prime de précarité sur les CDD en cours au 31/12/2007 (17 041 €)
- à la provision pour les piges réglées en janvier 2008 pour le dernier numéro de l'année 2007 de Transversal (6 192 €)

Toutes les dettes sont d'échéance à un an au plus.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 170 699 €. Il s'agit de dons ou participations reçus en 2007 correspondant à des opérations de collecte et de communication du premier trimestre 2008 (Fondation MAC pour 150 000 € et dons rattachés aux mailings et opérations de collecte de janvier pour 20 698,50 €)

Engagements hors bilan

Missions sociales

Dans la procédure d'attribution de subventions et de bourses, les engagements du Conseil d'administration ne deviennent exécutoires qu'à compter de la signature d'une convention de financement avec le tiers destinataire des fonds. Toutefois, il a paru utile de faire figurer ici l'ensemble des décisions du Conseil d'administration portant sur les subventions et bourses. En 2007, les engagements sont donc les suivants :

	Solde restant à verser au 01/01/2007 (A)	Nouveaux engagements 2007 (B)	Modification sur engagements (C)	Versements effectués en 2007 (D)	Reliquats sur financements (E)	Restitutions renonciation sur financements (F)	Solde restant à verser au 31/12/2007 (A+B+C-D-E+F)
Prévention et aide aux malades	494 260	3 004 956	-23 166	3 212 564	9 218	18 580	272 848
Appels d'offres	295 233	732 189	-23 166	804 770	9 218	18 580	208 848
Associations partenaires	182 200	2 168 207		2 286 407			64 000
Fonds d'urgence associatif	16 827	104 560		121 387			
Missions spécifiques	308 342	678 595	-10 000	711 395	8 500		257 042
départements français d'Amérique	10 000	294 300		286 900			17 400
Emploi	38 800	164 409		194 209			9 000
Prévention et soutien en milieu carcéral	38 900	219 886	-10 000	230 286	8 500		10 000
Réserve pour projet Prévention Gay	220 642						220 642
Amélioration de la qualité de vie	334 829	72 300	-72 210	72 300			262 619
TOTAL COMITE ASSOCIATIF	**1 137 431**	**3 755 851**	**-105 376**	**3 996 259**	**17 718**	**18 580**	**792 509**
Appel d'offres international	1 424 106	1 305 100	-101 800	1 243 863			1 383 543
Programmes spécifiques	844 449	1 220 796	-43 709	1 089 439			932 097
Accès Commun 2003	42 209		-42 209				
Sidaction Communautés	75 340	35 000		28 167			82 173
Paris Sida Sud	399 495	451 708		399 495			451 708
Hard to Reach	19 925	52 000		58 425			13 500
Ethique	25 000	15 000	-15 000	10 000			15 000
Grandir	200 000	263 733		224 233			239 500
Formation dans les PED	82 480	403 355	13 500	369 119			130 216
TOTAL COMITE INTERNATIONAL	**2 268 555**	**2 525 896**	**-145 509**	**2 333 302**			**2 315 640**
Bourses de recherche	856 136	886 555	315 497	698 812		-301 793	1 057 583
Subventions de recherche	1 392 039	2 235 064	-58 726	1 604 181		-14 953	1 949 244
TOTAL COMITE SCIENTIFIQUE	**3 553 785**	**3 121 619**	**-1 048 839**	**2 302 992**		**-316 746**	**3 006 827**
TOTAL EXERCICE 2007	**6 959 771**	**9 403 366**	**-1 299 724**	**8 632 553**	**17 718**	**-298 166**	**6 114 975**

Les soutiens financiers en faveur des programmes dans les pays en développement sont affectés pour moitié au fonds recherche et pour moitié au fonds aide aux malades.

Compte de résultat de Sidaction

au 31 décembre 2007

	2007	2006
Produits d'exploitation	18 120 743	18 590 480
Recette nette des opérations exceptionnelles	47 990	(1 815)
Subventions d'exploitation	1 217 516	1 368 643
Reprises sur provisions et transferts de charges	25 564	32 781
Dons, droits et autres produits	16 829 674	17 190 872
Charges d'exploitation	17 572 287	15 978 772
Charges courantes et de collecte	5 683 207	5 468 204
Impôts, taxes et versements assimilés	215 620	186 013
Salaires et traitements	1 820 604	1 594 164
Charges sociales	928 711	863 802
Dotations aux amortissements	74 110	81 406
Dotations aux provisions	25 543	25 269
Subventions versées	8 632 554	7 708 319
Autres charges	191 939	51 596
RESULTAT D'EXPLOITATION	**548 456**	**2 611 708**
Produits financiers	255 609	93 413
Produits nets sur cession de SICAV	255 609	93 413
Charges financières	290	558
Intérêts et charges assimilées	290	558
RESULTAT FINANCIER	**255 320**	**92 854**
Produits exceptionnels	11 570	851
Produits sur opérations de gestion	11 570	851
Charges exceptionnelles	21 324	783
Charges sur opérations de gestion	21 324	783
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(9 754)**	**68**
SOLDE INTERMEDIAIRE	**794 022**	**2 704 631**
Reprise sur fonds dédiés	18 010 902	16 035 062
Affectation aux fonds dédiés	(18 304 924)	(18 739 693)
EXCEDENT / DEFICIT	**500 000**	

Informations relatives au compte de résultat

Ventilation des produits d'exploitation

Les opérations de ventes de marchandises se composent :
- des abonnements aux publications Transversal et Ensemble pour 14 102 €
- du produit des ventes de l'album "10 ans ensemble" initié par M. Pascal Obispo pour 5 666 € et de l'album Chung/Argerich pour 12 380 €
- du produit des ventes de la boutique Internet pour 15 842 €.

Les subventions d'exploitation se composent principalement :
- de la subvention du ministère des Affaires Etrangères (484 220 €), de la Mairie de Paris (400 000 €), de l'ANRS (60 142 €), d'AREVA (30 000 €), de l'UNAIDS (27 340 € (37 500 $)) dans le cadre des projets internationaux,
- des subventions de la Direction Générale de la Santé (DGS) (80 000 €), de la Direction de l'administration pénitentiaire (30 000 €), du ministère de l'Outre mer (20 000 €).

A ces montants s'ajoutent
- les subventions liées au projet de prévention en milieu scolaire "Pour la Vie" mené en partenariat avec le ministère de l'Education nationale, France 5 Education et des conseils régionaux pour 34 000 €.
- la subvention Education nationale pour le détachement d'un salarié (43 993 €).

Les transferts de charges (295 €) se composent des participations des établissements scolaires aux frais d'envois des DVD "Pour la vie".

Les autres produits concernent :
- les redevances, droits d'auteurs et de diffusion sur les albums "Ensemble", "Noël Ensemble", "Love United", "10 ans ensemble"... (120 923 €)
- les dons du public (15 348 463 €) ;
- les produits des différentes opérations de collecte menées au profit de Sidaction (862 605 €) ;
- les dons d'entreprises pour le magazine Transversal (9 700 €)
- les produits des legs encaissés durant l'exercice, après autorisation préfectorale, ainsi que des assurances vie (434 847 €) ;
- les cotisations des membres (1 110 €) ;
- les produits divers de gestion (52 026 €), qui recouvrent la participation aux frais de gestion accordée par le ministère des Affaires Etrangères (26 882 €) et divers produits (participations pour le suivi des essais ANRS, remboursement par la CPAM (19 672 €) et le CNASEA (3 981 €)).

Les produits financiers (255 609 €) concernent les plus values générées par les placements à court terme de la trésorerie de l'association.

Charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles sont composées essentiellement de soldes de factures en attente suite à contestation et qui ont été régularisées en 2007.

Remboursements des frais aux administrateurs

En 2007, Sidaction a pris en charge les frais engendrés par la participation aux Conseils d'Administration et Assemblées Générales des administrateurs pour un montant de 13 636 €, soit le double de l'année dernière. Ces frais correspondent essentiellement aux déplacements du collège international.

Valorisation des dons et apports en nature

Pour l'instruction des demandes de financement émanant des associations ou des laboratoires de recherche, Sidaction fait appel à des scientifiques, des médecins et des responsables d'associations qui apportent bénévolement leur expérience de la lutte contre le sida dans le processus d'attribution des fonds collectés auprès du public.
Au 31 décembre 2007, le Comité Scientifique et Médical chargé d'instruire les dossiers de recherche scientifique et médicale comptait 26 membres et le Comité Qualité de Vie 12 membres. Le Comité associatif sida chargé d'instruire les dossiers d'aide aux malades déposés par les associations comptait 18 membres. Le Comité International chargé d'instruire les dossiers des associations étrangères dans le cadre de l'appel d'offre international, du PAARV, des projets Sidaction Communauté et Ethique comptait 12 membres. Le Comité spécifique chargé d'instruire les demandes de programmes de "Formation dans les pays en développement" comptait 11 membres et celui chargé d'instruire les projets dans le cadre de l'appel d'offre Grandir 6 membres.
Par ailleurs, Sidaction a fait appel au bénévolat, dans le cadre de l'organisation de l'opération médiatique "Sidaction", pour assurer la réception des appels des téléspectateurs souhaitant faire une promesse de don, dans le cadre des opérations organisées à l'occasion du 1er décembre, et d'autres actions. La diversité des situations professionnelles et personnelles de chacune de ces personnes, ne permet pas de valoriser financièrement l'apport en nature dont a bénéficié Sidaction en 2007. Il faut noter que la générosité des 3 500 bénévoles a apporté 14 000 heures de réponse téléphonique à l'association.

Information sur la rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants au sens de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006

Les 3 plus hauts cadres dirigeants de l'association Sidaction sont le Président, la Vice-présidente et le Trésorier. Ces 3 plus hauts cadres dirigeants ne perçoivent aucune rémunération de l'association Sidaction.

Information sur les provisions pour indemnités de départ à la retraite des salariés

L'application des modalités du droit du travail pour le calcul des provisions d'indemnités qui seraient dues aux salariés de l'association au titre de leur départ à la retraite détermine une somme dont l'impact est négligeable pour l'exercice 2007. Aucune provision n'a donc été constatée pour ce poste.

Information sur le DIF (Droit Individuel à la Formation) des salariés

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF par les salariés est de 3.966 heures. Aucun salarié n'a encore fait de demande à ce titre.

Modification de la composition du personnel

Catégorie	Effectif au 31/12/06	Entrées	Départs	Effectif au 31/12/07
Non-cadres	5 CDI 5 CDD	5 CDI 9 CDD	1 CDI 7 CDD	9 CDI 7 CDD
Cadres	34 CDI	4 CDI	5 CDI	33 CDI
TOTAL	44	18	13	49*

(*) correspondant à 48,25 Equivalent Temps Plein.

Information sur les legs et donations à réaliser

1 assurance-vie, 30 legs et 2 donations acceptés par le Conseil d'administration, sous réserve de la non opposition de la Préfecture de Paris, permettront à l'association d'entrer en possession des biens et liquidités suivants :

N° du dossier	Nature des biens	Montant estimé
07/002/A	Liquidités	50 000,00 €
97/001/L	Terrains	(1)
98/002/L	Liquidités (solde)	170,18 €
01/006/L	Droits d'auteur	(1)
01/007/L	?	(1)
02/002/L	Liquidités	(1)
02/006/L	Liquidités	6 000,00 €
03/001/L	Liquidités + quote-part immeuble	42 700,00 €
03/002/L	Quote-part terrain	2 218,70 €
03/004/L	Liquidités	(1)
03/005/L	Liquidités (réclamation)	166,00 €
03/006/L	Liquidités + quote-part immeubles	40 666,00 €
04/003/L	Liquidités	17 500,00 €
05/004/L	Liquidités	24 104,36 €
06/001/L	Liquidités + immeubles	20 500,00 €
06/002/L	Liquidités + immeubles	37 657,97 €
06/004/L	Liquidités + immeuble	91 900,00 €
06/005/L	Liquidités + immeubles	1 650 000,00 €
06/006/L	Liquidités	7 699,38 €
06/008/L	Liquidités	49 689,22 €
06/009/L	Liquidités (solde)	964,00 €
06/010/L	Liquidités	1 524,49 €
07/001/L	Liquidités + immeubles	129 000,00 €
07/002/L	Liquidités	0,00 €
07/003/L	Liquidités	25 900,00 €
07/004/L	Liquidités	1 524,49 €
07/005/L	Liquidités	1 524,49 €
07/006/L	Liquidités	3 600,00 €
07/007/L	?	(1)
07/008/L	Liquidités + Immeubles	390 000,00 €
07/009/L	Liquidités	25 900,00 €
02/001/D	Droits d'auteurs	(1)

(1) Montant non estimé au 31/12/2007

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

au 31 décembre 2007

	2007	2006
Ressources nettes disponibles hors cofinancements antérieurs	7 721 597	4 876 535
Ressources nettes disponibles au 1er janvier	7 721 597	4 876 535
Reprises sur subventions investissements		850
Restitutions de financements versés avant le 1er janvier	197 009	185 432
restitutions de subventions associatives	48 693	39 989
restitutions de financements versés à la recherche	148 316	145 442
Ressources nettes des appels à la générosité publique	10 498 028	10 980 857
dons manuels	15 481 045	15 738 837
coûts directs d'appel à la générosité publique	-4 334 103	-4 102 072
coûts indirects d'appel à la générosité publique	-648 913	-655 908
Legs et autres libéralités	406 924	377 918
legs encaissés	434 847	405 554
coûts directs	-27 923	-27 636
Activités annexes liées aux appels à la générosité publique	750 628	832 584
activités du "Fonds Line Renaud"	148 584	290 967
autres activités	761 060	708 474
coûts directs d'organisation	-159 016	-166 857
Produits financiers	255 609	93 413
RESSOURCES NETTES DISPONIBLES	**19 829 796**	**17 347 590**
Dotations aux amortissements et provisions	-74 110	-81 406
Affectations aux missions sociales	-10 216 832	-8 841 262
cofinancements publics des financements	1 193 028	1 456 598
financement des programmes d'aide aux malades	-5 090 610	-4 676 753
financement des programmes de recherche	-3 541 944	-3 076 566
suivi des financements, conseil et formation	-939 304	-974 843
actions de lutte contre le sida menées par l'association	-1 690 219	-1 423 920
coûts indirects	-147 783	-145 778
Coûts directs de fonctionnement de l'association	-826 226	-703 324
administration de l'association	-826 226	-703 324
EMPLOIS DES RESSOURCES NETTES DISPONIBLES	**-11 117 168**	**-9 625 992**
Total des ressources	26 192 779	23 756 660
Total des emplois	-17 480 150	-16 035 062
RESSOURCES RESTANT AU 31 DECEMBRE	**8 712 629**	**7 721 597**
Dont fonds dédiés	8 212 629	7 721 597
Dont résultat de l'exercice	500 000	
RESSOURCES ENGAGEES NON VERSEES	**-6 114 975**	**-6 959 772**
SOLDE AU 31/12 APRES PRISE EN COMPTE DES ENGAGEMENTS	**2 597 654**	**761 825**

Notes sur le compte d'emploi annuel des ressources collectées par Sidaction

Règles et méthodes d'établissement du CER

L'ordonnance du 28 juillet 2005 prévoit que, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006, le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER), accompagné des informations relatives à son élaboration, est inclus dans l'annexe des comptes annuels.

En l'absence de réglementation comptable, le CER a été élaboré conformément aux textes existants (arrêté du 30 juillet 1993).

1- Note sur les ressources

Le total des ressources est de 26 192 779 €. Ce montant se compose :

- des reprises de fonds dédiés de l'exercice précédent, soit 7 721 597 €
- du total des ressources des opérations de collecte (dons manuels, legs et autres appels à la générosité du public) de l'exercice 2007 (16.825.536 €),
- des subventions publiques venant en cofinancement de programmes de Sidaction (1 193 028 €),
- des restitutions de sommes non consommées sur les subventions versées à des programmes durant les exercices antérieurs (197 009 €),
- du montant des produits financiers dégagés sur l'exercice (255 609 €).

1.1- Information sur les opérations de collecte

Durant l'exercice 2007, les opérations faisant appel à la générosité publique ont permis de collecter 15 481 045 €.
Les opérations de marketing direct ont représenté 9,454 millions d'euros de dons. Ces opérations ont utilisé le fichier des donateurs issu des campagnes de collecte de fonds menées par l'association de 1994 à 2007, ainsi que des adresses obtenues par échange avec d'autres organismes faisant appel à la générosité publique auxquels s'ajoutent 74 500 € de dons de la Fondation Mac.
Par ailleurs, l'opération de collecte "Sidaction 2007" en partenariat avec la totalité des chaînes hertziennes des 23, 24 et 25 mars 2007, a permis de collecter 5,952 millions d'euros de dons, contre 5,139 millions d'euros pour l'opération organisée en 2006.

1.2 - Information sur les legs et autres libéralités

Au cours de l'année 2007, nous avons encaissé 434 847 € provenant de 9 legs (170 524 €), 4 assurances-vie (189 511 €) et 3 donations (74 812 €).

1.3 - Information sur les activités du fonds Line Renaud

Le "fonds Line Renaud" correspond à une affectation analytique des ressources collectées par Sidaction grâce à l'action de Madame Line Renaud. En 2007, il totalise 148 584 €, constitués des ressources des albums (ventes et droits d'auteurs pour 138 969 €), et des recettes des manifestations organisées au bénéfice de l'association (9 615 €).

1.4 - Information sur les autres activités

Cette ligne correspond aux produits, non inclus aux dons de Sidaction, issus des partenariats et opérations de collectes spécifiques ainsi qu'aux subventions spontanément versées à Sidaction par certaines communes comme suit :

- dîner de la mode : 450 744 €
- opérations régionales : 162 585 €
- opération Fil Rouge : 50 600 €
- boutique Internet : 6 806 €
- autres partenariats et opérations : 90 325 €

1.5 - Information sur les produits financiers

Les produits financiers (255 609 €) concernent les plus values générées par les placements à court terme de la trésorerie de l'association.
Le placement financier des fonds issus de la générosité publique est effectué en Sicav et Fonds communs de placements bancaires.

2- Note sur les emplois

Pour des raisons de lisibilité, les coûts sont affectés aux types de ressources auxquels ils se rapportent. La distinction entre coûts directs et coûts indirects est conservée, conformément aux dispositions du décret du 30 juillet 1993. Le total des emplois de l'année (17 480 150 €) est indiqué en pied de compte d'emploi des ressources.
Comme pour l'exercice 2006, les coûts liés à la structure ont été rattachés aux types d'activités auxquels ils se rapportent. La ventilation a été effectuée suivant la superficie de locaux administratifs occupés par les personnels attachés à ces activités. Les coûts liés aux charges salariales ont été, quant à eux, affectés directement aux activités pour lesquelles les personnels concernés sont affectés. Ainsi, les coûts indirects reprennent une part des coûts de la structure et des charges salariales des personnels affectés à l'activité considérée.

2.1- Information sur les coûts directs d'appel à la générosité publique

L'année 2007 a été marquée par l'organisation d'un Sidaction médiatique. Cette opération, qui a permis la collecte de 5,952 millions d'euros, a engendré des coûts à hauteur de 1,338 million d'euros. L'augmentation des frais par rapport à l'année 2006 est de 0,996 million d'euros. En effet, nous avons affecté au Sidaction télévisé les dons (1,950 million d'euros) et frais (1,057 million d'euros) des opérations de marketing direct menées en parallèle du Sidaction 2007 et y faisant référence, toujours dans un souci de meilleure lisibilité.
Les coûts directs d'appel à la générosité publique représentent un total de 4 334 103 €. Ils se décomposent, en plus des 1 337 835 € des coûts d'organisation du Sidaction 2007, en :

- coûts d'appel à la générosité publique (1 976 805 €) qui globalisent la conception, l'édition et l'expédition des mailings, ainsi que les opérations de street fundraising
- coûts du traitement des dons, y compris les dons liés à l'opération télévisée "Sidaction" (588 090 €) ;
- coûts d'émission et d'envoi des reçus fiscaux (269 050 €)
- coûts de compte-rendu aux donateurs et aux partenaires de l'association et coûts "relations média" (162 323 €).

Les coûts directs des autres activités liées aux appels à la générosité publique représentent un total de 159 016 € dont 130 310 € pour l'organisation du dîner de la mode de janvier 2007.

2.2- Information sur les coûts de fonctionnement

Le montant total des frais de fonctionnement de l'association, pour son administration, est de 826 226 €.
Au sens du décret du 30 juillet 1993, il convient d'y ajouter les coûts indirects d'appel à la générosité du public et de traitement des legs, pour un total de 676 836 €. Par cette opération, le total des coûts de fonctionnement s'établit à 1 503 062 €.

2.3- Information sur les dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements sont constituées des amortissements de l'année (74 110 €).

Les comptes de Sidaction en 2007

2.4- Information sur les affectations aux missions sociales

Les affectations réalisées au bénéfice des actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades, et des programmes de recherche et d'amélioration de la qualité de vie s'élèvent à 10 216 832 €. Sur ce total :

- **1 193 028 €** provenaient de dotations publiques confiées à la gestion de l'association pour le cofinancement des programmes d'aide aux malades et de recherche et des projets menés en propre. Ces dotations comprennent les subventions reçues par l'association en 2007 ;
- **939 304 €** correspondent à des coûts d'instruction et de suivi des projets financés, et de conseil ou de formation aux organismes intervenant dans la lutte contre le sida, en France et dans les pays en développement ;
- **1 690 219 €** correspondent aux coûts des actions de lutte contre le sida menées par l'association qui se composent comme suit :
  - 272 020 € correspondent à la conduite des missions d'aide aux malades "départements français d'Amérique", "Milieu carcéral", "Emploi" et "Prévention Gay";
  - 152 281 € correspondent aux coûts liés aux événements organisés par l'association seule ou en collaboration avec d'autres structures. Ces événements ont pour point commun de réunir les acteurs de la lutte contre le VIH/sida et concernent notamment, en 2007, l'organisation de la conférence Aids Impact à Marseille.
  - 237 795 € correspondent au coût des publications, le magazine "Transversal" et les guides thématiques édités par l'association. Ces coûts sont prélevés à parts égales sur les fonds dédiés à la recherche et à l'aide aux malades ;
  - 169 312 € correspondent aux projets Cartographie - Portail VIH et de prévention en milieu scolaire "Pour la vie" ;
  - 494 668 € correspondent aux programmes de lutte contre le sida conduits par l'association en faveur des pays en développement (Hard to Reach, Paris Sida Sud, Sidaction Communautés, Unité de formation PED, Grandir et Ethique) ; A ces coûts s'ajoutent ceux liés aux opérations d'échanges entre les associations dans les PED ;
  - 126 833 € correspondent aux dépenses effectuées dans le cadre du programme "mobilisation associative dans les COREVIH".
  - 3 676 € correspondent aux dépenses effectuées dans le cadre du "Lieu de Connaissance et de Mémoire du Sida (Artère)"

Les coûts liés aux salaires et charges sociales des personnes salariées de l'association en charge de la mise en œuvre de ces différents programmes sont compris dans ces coûts et s'élèvent à 1 048 751 € ;

- **147 783 €** correspondent aux coûts indirects des actions de lutte contre le sida menées par l'association (quote-part des frais de structure) ;
- **8 632 554 €** correspondent à des versements de subventions et bourses.

2.5- Information sur les ressources engagées non versées

Les engagements votés au bénéfice des actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades, et des programmes de recherche et d'amélioration de la qualité de vie restant à verser s'élèvent à 6 114 975 €.
Pour les actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2007, pour 4,946 millions d'euros de subventions associatives, qui sont venus s'ajouter aux 1,937 million d'euros de subventions engagées sur les exercices précédents non versées au 31 décembre 2006.
Sur ces sommes, Sidaction a versé 5,091 millions d'euros prélevés sur ses collectes.
Le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2007, en tenant compte des reprises sur les engagements antérieurs (105 920 €), des reliquats et restitutions à déduire (862 €), s'établit à 1,688 million d'euros.

Pour les programmes de recherche scientifique et médicale et d'amélioration de la qualité de vie des malades, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2007, pour 4,457 millions d'euros de subventions et bourses de recherche, qui sont venus s'ajouter aux 5,023 millions d'euros engagés sur les exercices précédents non versés au 31 décembre 2006.
Sur ces sommes, Sidaction a versé 3,542 millions d'euros prélevés sur ses collectes.
Le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2007, en tenant compte des reprises sur les engagements antérieurs (1 193 804 €), des reliquats et restitutions à déduire (316 746 €), s'établit à 4,427 millions d'euros.

3- Nature et quantité des ressources en nature

En 2007, Sidaction n'a bénéficié d'aucun don en nature.

[1] Ce fichier a été enregistré sous le numéro 456932 auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, en date du 6 août 1996. Il répond aux exigences de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

MERCI !

Merci à tous nos fidèles partenaires qui chaque année réaffirme leur engagement à nos côtés,
Merci aux nouveaux qui ont rejoint cette chaine de solidarité en 2007.
Sidaction ne pourrait exister sans eux : la gratuité de leurs services et de leurs matériels, l'implication bénévole de leurs équipes, leur soutien financier permettent à Sidaction une plus grande visibilité, un gain de temps et d'argent considérable. Ils font entendre le message de Sidaction tout au long de l'année.

Les partenaires du Sidaction 2007

Les partenaires média officiels :

Augure, Hors Antenne.

Les médias solidaires qui ont relayés le message :
Direct 8, RMC, TMC, W9, La chaîne parlementaire...

Les partenaires du "110", pour déposer sa promesse

Above contact, Actel, Ajilon, Amex, Annuaire inversé, Axa Atout coeur, Canal+, Centrappel free, Cesti, Dediservice, E-sama/PJMS, Macif, Maisoning, Sitel, Vitalicom, Neuf Cégetel, Polycontact, Webhelp, Paypal

Les partenaires "plan média"

Affimext , Affiouest, Aloes Red, Avenir Publicité, Clearchanel, Dynacom, Eurorscg, G&B Affichage, Rdp, France Affiche, Tdf, Metrobus, Insert, Pavillon d'Armenonville, Viacom Outdoor ,Yolle Publicite.

Les partenaires Internet

Allociné, Msn, France television interactive, Free, Meetic, 9cegetel, Orange,Yahoo.

Les Partenaires "produit-partage 2007"

BNP, la troupe de Cabaret, les éditions du Cherche midi, Durex, Equitel Opinion way, Equitel Neuf, HSBC, le théâtre des Variétés, le théâtre des Folies Bergères, Mac Aids Fund, Paco Rabanne, Puig, Sélection du Rider Digest, Stage Entertainment, les photographes Julio Piatti et Tom Ruiter.

Les partenaires du dîner de la mode 2007

Brantes et Associés, Le Domaine Barons de Rothschild-Lafite, Dom Pérignon, Doré Sécurité, Eliane de la Béraudière, La Fédération Française de la Couture et du prêt-à-porter des Couturiers, La Fondation Yves Saint Laurent, Florence Doré, JJP Conseil, La Mode en Images, Le Pavillon d'Armenonville, Lomarec, Maître Remy Le Fur, Olivier Massart et l'équipe de la Mode en Images, Patricia Goldman Communication, Potel & Chabot , Sébastien Mengozzi fleuriste.

Les partenaires 1er décembre

Durex, EMI, IDTGV / SNCF, IFOP, Léo Burnet, La villette, Mairie de Paris, MSN, France 5 éducation, Fun radio, Starcom.

Les partenaires de Sidaction tout au long de l'année

ANRS, AREVA, Fédération française de tennis, Fondation de France, France 5, France coopération, Je veux aider .com, Initiative développement, Institut Pasteur, La ligue de l'enseignement, Ministère de l'éducation Nationale, Mac Aids fund, Ministère des Affaires Érangères, Ministère de l'Agriculture et de la pêche, Ministère de la Jeunesse et des Sports, Ministère de la Justice, Ministère des Dom-Tom, Ministère de la santé.

Crédits photos : Bellack, Janet Goode, Fabrice Hyber, Gilles Sabrié, Bruno Thomas.
Conception et réalisation : kamankai.com

228, rue du Faubourg Saint-Martin
75010 PARIS - FRANCE
Tél. : 01 53 26 45 55 / Fax : 01 53 26 45 75

www.sidaction.org